



HAL
open science

La résilience alimentaire : une notion mouvante dans la recherche

Yentl Deroche-Leydier

► **To cite this version:**

Yentl Deroche-Leydier. La résilience alimentaire : une notion mouvante dans la recherche. 2023, pp.6-7. hal-04491681

HAL Id: hal-04491681

<https://hal.inrae.fr/hal-04491681>

Submitted on 6 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

APPRENTISSAGES

Renforcer la résilience alimentaire des territoires

Quels apprentissages de la crise Covid-19 ?



Nous remercions les membres du jury de l'appel à projets de 2021 : Cécile Blatrix (AgroParisTech), François Collart-Dutilleul (Université de Nantes), Albane Gaspard (ADEME), Claire Lamine (INRAE, Ecodéveloppement - Avignon), Christophe Mestre (CIEDEL), Isabelle Touzard (Montpellier Méditerranée Métropole).
 Merci également aux membres du comité d'experts « Démocratie alimentaire » de la Fondation : Yuna Chiffolleau (INRAE, Montpellier SupAgro), François Collart-Dutilleul (Université de Nantes), Catherine Darrot (Institut Agro Rennes-Angers), Albane Gaspard (ADEME), Julian Mierzejewski (Ville de Grande-Synthe), Patrice Ndiaye (Université de Montpellier), Isabelle Touzard (Montpellier Méditerranée Métropole).

Les partis pris rédactionnels de ce document visent à ne pas alourdir le texte. Néanmoins la diversité est une réalité au sein des collectifs ayant porté les études ainsi que dans les initiatives de terrain étudiées. Notre propos concerne bien l'ensemble des personnes qui agissent au sein des systèmes agricoles et alimentaires.

Ce carnet est édité par la Fondation Daniel et Nina Carasso. 40 avenue Hoche - 75008 Paris - fondationcarasso.org

Coordination : Julien Noël, Margaux Denis, Chloé Gerster

Conception graphique : Philippe Dabasse
Photos : Toutes les photos sont issues de [stock.adobe.com](https://www.stock.adobe.com) (Cultura Creative / Caftor / Olga Ternavskaïa / Michael O'Neill / Eldarnurkovic / Pcess609 / anecaroline) et de Unsplash (Annie Spratt / Markus Spike / Leon Ephraïm) sauf p.3 Ongaeshi Studio / Fondation de France et p.18 Let's food Mars 2023

Reproduction libre de tout ou partie de la présente publication sous réserve de citer l'éditeur.

Pour citer ce Carnet : Renforcer la résilience alimentaire des territoires. Quels apprentissages de la crise Covid-19 ? Fondation Daniel et Nina Carasso, 2023.

Sommaire

Édito	3
Partir du terrain pour mieux apprendre de la crise	5
Yentl Deroche-Leydier La résilience alimentaire : une notion mouvante dans la recherche	6
Arthur Grimonpont La résilience alimentaire : changer en profondeur les règles du jeu pour transformer les systèmes alimentaires	8
Retour sur les 5 projets de capitalisation	10
SAT RO Covid Système alimentaire territorial de la région Occitanie : vulnérabilités et adaptations des agriculteurs pendant la crise sanitaire du Covid-19	11
SOLACI Solidarités alimentaires citoyennes dans l'Hérault	14
RESICO Dynamiques et impacts des initiatives citoyennes sur la résilience des systèmes alimentaires pendant la crise du Covid-19 en France	16
Let's Food Milieu étudiant et alimentation : quels enjeux, quelles solutions, quelle résilience ? Recensement d'initiatives et préconisations	18
RESOLIS Les collectivités territoriales et la résilience alimentaire : actions publiques et publics en actions	21
La résilience alimentaire dans les territoires : quels enseignements de la crise Covid-19 au regard de ces 5 analyses ?	24
Quelques ressources	33



Édito

Le caractère exceptionnel de la crise due au Covid-19 et du confinement national qui s'en est suivi, a conduit la Fondation Daniel et Nina Carasso à participer à l'effort de solidarité en soutenant ses partenaires, affectés pour la plupart aux niveaux économique, humain et social, mais aussi celles et ceux qui ont accompagné les publics les plus vulnérables durant cette période.

Après la phase d'urgence, il nous a semblé indispensable de prendre du recul sur cette crise sans précédent et d'analyser la manière dont se sont adaptés les acteurs des systèmes alimentaires, en particulier à l'échelle territoriale. En effet, c'est à cet échelon que les associations, les élues et élus, ou encore les techniciennes et techniciens des collectivités territoriales ont dû s'organiser pour maintenir les approvisionnements alimentaires, mais aussi le lien social, appuyés voire devancés par un élan sans précédent de citoyennes et citoyens.

Quels sont les principaux enseignements des dispositifs formels ou informels qui se sont mis en place pendant la crise ? En quoi ces apprentissages nous permettent-ils d'être collectivement mieux préparés aux crises à venir, que nous devinons plus que probables ? En 2021, pour répondre à ces deux grandes questions, nous avons lancé un appel à projets visant à capitaliser les apprentissages de ces différentes initiatives. Ce Carnet Carasso présente le résultat des capitalisations menées par les 5 porteurs de projet retenus dans le cadre de cet appel. Ils ont pu analyser les initiatives, les pratiques, les coopérations qui se sont développées durant la crise, principalement autour du maintien de l'approvisionnement alimentaire sur les territoires et du lien entre acteurs de la production et de la consommation.

Le soutien à ces études s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'axe « Alimentation durable » de la Fondation Daniel et Nina Carasso. Nous espérons que les enseignements de ce Carnet permettront d'inspirer et de faciliter le travail d'autres acteurs pour renforcer la résilience alimentaire dans les territoires. Nous souhaitons aussi qu'ils participent à la transformation agroécologique et alimentaire, plus que jamais nécessaire pour se préparer aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Je vous en souhaite une bonne lecture.

Marie-Stéphane Maradeix,
Déléguée générale de la Fondation Daniel et Nina Carasso



Partir du terrain pour mieux apprendre de la crise

La Fondation Daniel et Nina Carasso a lancé en 2021 un appel à projets sur la résilience alimentaire des territoires pendant la crise covid dans le cadre de l'axe « Alimentation durable » de sa stratégie 2019-2023. En complémentarité des solutions développées et essaimées par la Fondation et ses partenaires au sein de ses différents programmes, l'appel à projets visait à soutenir des **capitalisations de pratiques, d'initiatives et de coopérations qui se sont développées pendant la crise Covid-19**. L'objectif était de soutenir la **création et la diffusion de connaissances** sur les initiatives, politiques publiques et coopérations qui ont contribué pendant la crise à **accroître la résilience des systèmes alimentaires et des populations**. L'appel à projets visait des structures de la société civile et de la recherche contactées par la Fondation. Elles ont été invitées à collaborer entre elles pour formuler des demandes conjointes.

Nos sociétés et les systèmes alimentaires qui les sous-tendent vont devoir faire face dans les décennies qui viennent à des crises multiples, environnementales et économiques notamment, entraînant de graves conséquences sociales. La crise Covid-19 en a malheureusement fourni une illustration criante. Elle a eu notamment pour conséquence, en raison des mesures de confinement, un accroissement de la précarité lié aux pertes d'emplois, de revenus et d'opportunités. Cela s'est traduit par le basculement sous le seuil de pauvreté de nombreux ménages et une forte augmentation du recours à l'aide alimentaire et à des dispositifs de solidarité. Des productrices et producteurs agricoles ainsi que d'autres maillons de la chaîne alimentaire ont également été durement affectés.

Ces conséquences auraient été encore plus dramatiques sans l'action de citoyennes et de citoyens, d'associations, de collectivités, d'entreprises et de productrices et producteurs, qui se sont mobilisés et ont coopéré pour apporter des réponses solidaires.

L'appel à projets a questionné notamment les solidarités citoyennes, spontanées, souvent perçues comme relevant du « bricolage » local, et qui ont semblé jouer un rôle crucial pendant la crise. Par « initiatives citoyennes » nous désignons **des initiatives conçues et développées par et pour les citoyennes et les citoyens, locales, alimentaires et solidaires, formelles ou informelles, dans ou en dehors de réseaux institutionnalisés**. Dans la perspective de probables crises futures, qu'elles soient sanitaires, sociales ou environnementales, il nous a paru important de tirer des enseignements de ces coopérations formelles et informelles, anticipées ou spontanées, de comprendre leur fonctionnement afin de permettre leur activation rapide et leur renforcement à l'avenir. À travers le soutien à des actions de capitalisation, c'est la capacité d'anticipation et de réaction de la société civile et des collectivités que nous souhaitons renforcer.

La Fondation Daniel et Nina Carasso a soutenu 5 études qui ont analysé une diversité d'initiatives et d'acteurs, dont la définition des concepts de résilience alimentaire peut varier. Nous donnons successivement la parole à Yentl Deroche-Leydier de l'INRAE Montpellier et Arthur Grimonpont des Greniers d'Abondance, afin d'apporter leur éclairage sur la notion du point de vue de la recherche et de la société civile.

La résilience alimentaire : une notion mouvante dans la recherche

La notion de résilience a évolué progressivement ces dernières années, dans différentes sphères scientifiques, politiques, médiatiques. Nous proposons ici de retracer succinctement l'évolution de son utilisation. Sa popularité démontre son intérêt, tout en entravant sa compréhension. Il est donc important d'en comprendre les différents usages, afin de mieux définir les contours, avant de proposer une définition au service des recherches sur l'alimentation.

L'emploi du terme de résilience n'est pas nouveau. Depuis les années 1970, plusieurs disciplines s'en sont emparées, de l'écologie d'abord, aux sciences sociales ensuite. En 1973, les travaux de Holling popularisent la notion de résilience dans le champ de l'écologie : il s'agit d'une évolution d'un écosystème vers un nouvel état, afin que les fonctions écologiques continuent d'être assurées après un choc (Dauphiné et Provitolo, 2007). Plus tard, ces premiers travaux sont enrichis par la théorie des cycles adaptatifs (Gunderson et Holling, 2003). La résilience est alors analysée comme un enchaînement de cycles ; chaque cycle se compose d'une phase d'accumulation des perturbations, d'un choc, d'une reconstruction, et enfin de l'atteinte d'un nouvel état d'équilibre.

À partir des années 1980, la notion de résilience est utilisée en psychologie pour désigner la capacité d'un individu à faire face à un traumatisme, et à se reconstruire ensuite (Cyrulnik et Seron, 2015). En 1999, l'organisation *Resilience Alliance*, un groupe international multidisciplinaire d'étude de la résilience des socio-écosystèmes se constitue et participe à l'expansion de ce domaine de recherche. D'autres études s'intéressent à la résilience sociale, entendue comme une combinaison de capacités collectives et de dynamiques d'organisation sociale face à des risques (Archambaud et Gondard-Delcroix, 2018).

Depuis peu, les recherches portant sur la résilience alimentaire ou celles des systèmes alimentaires ont pris une importance particulière. Celles-ci reprennent assez communément la définition proposée par Tendall et al. (2015) : il s'agit de « la capacité du système et de ses composantes à fournir une alimentation suffisante, appropriée et accessible de manière durable,

malgré les perturbations diverses voire imprévues. » Plusieurs approches existent toutefois.

L'identification des facteurs de résilience constitue une première approche de cette notion, certains travaux tentant de mesurer le niveau de résilience du système alimentaire. Par exemple, Seekell et al. (2017) proposent une série d'indicateurs de résilience définis selon 3 axes (capacité biophysique, capacité socio-économique, diversité). D'autres études essaient d'identifier des stratégies de résilience, leur déploiement étant un indicateur de résilience. Guillemin (2022) démontre notamment que la diversification maraîchère est un facteur de résilience des exploitations, la diversité de production devenant donc un indicateur. Hecht et al. (2019) s'intéressent davantage aux intermédiaires de distribution, et identifient une série de facteurs à développer afin de mieux faire face à un choc : diversité de lieux et partenaires d'approvisionnement, de stockages pour protéger les denrées périssables, etc..

D'autres recherches s'intéressent aux projections et aux perceptions des acteurs vis-à-vis d'un risque, en particulier à l'échelle de l'exploitation agricole. Par exemple, Perrin et al. (2020) proposent d'étudier la résilience en appréhendant la perception des agriculteurs vis-à-vis des différentes perturbations auxquelles ils sont confrontés fréquemment dans l'exercice de leurs activités. Ces études se focalisent particulièrement sur la phase d'adaptation lors d'un choc.

Enfin, d'autres auteurs cherchent à comprendre comment les relations entre acteurs du système alimentaire peuvent participer à sa résilience. Halkier et James (2022) montrent ainsi que les circuits courts, en mettant en lien différemment les acteurs du système alimentaire, apparaissent plus résilients que le système de



distribution dominant. En effet, les circuits alternatifs incitent les consommateurs à s'impliquer de façon plus active dans le fonctionnement du système alimentaire, à se rapprocher aussi des producteurs, et permettent une meilleure adaptation en cas de choc. Ils soulignent aussi les nouveaux liens à créer entre pouvoirs publics et systèmes alternatifs – avec un soutien de long terme – afin de renforcer davantage leur résilience. Ces études permettent ainsi de mieux imaginer l'inclusion de différents acteurs dans la mise en place de systèmes résilients.

Toutes ces études s'appuient initialement sur la définition de Tendall et al. (2015) : elles s'intéressent soit au processus de résilience dans son entièreté, soit à l'une des phases qui composent ce dernier : résistance, adaptation, transformation (Folke et al., 2010).

Dans ce cadre, la littérature scientifique identifie plusieurs attributs semblant faciliter ou rendre possible ce processus. Si leur nombre varie selon les études, nous présentons ici les trois les plus souvent cités.

Tout d'abord, la diversité constitue un attribut essentiel (Dauphiné et Provitolo, 2007). La diversité permet la redondance de fonctions et limite l'impact d'un choc sur le fonctionnement du système en le rendant plus diffus.

Ensuite, Barnes et al. (2017) montrent que la capacité à coopérer et à partager des savoirs favorise l'adaptation à un choc¹. Ils nomment cet attribut « organisation sociale ».

Enfin, l'apprentissage est aussi considéré comme attribut de résilience. Il permet de mieux anticiper une multitude de chocs, en se basant sur ceux ayant déjà eu lieu (Blay-Palmer et al., 2021).

Si plusieurs études mettent en avant les modalités d'acquisition de ces attributs ou leurs effets, il semble désormais intéressant d'étudier l'acquisition collective de ces attributs. En effet, la résilience du système alimentaire ne peut reposer sur les attributs d'un individu isolé, mais sur un individu encastré dans un système de relations sociales. Dans cette perspective, nous proposons de mieux comprendre la manière dont les attributs de résilience sont distribués au niveau des réseaux d'acteurs. Autrement dit, nous considérons la résilience comme un processus de construction et d'acquisition collective d'attributs grâce aux relations entre acteurs. Le système alimentaire est analysé ici comme un réseau d'acteurs.

Les projets de capitalisation présentés dans les pages suivantes initient d'une certaine façon cette nouvelle perspective d'analyse de la résilience alimentaire, en mettant en avant le rôle joué par certaines catégories d'acteurs au sein des systèmes alimentaires territoriaux. Ils s'intéressent tantôt aux relations qu'entretiennent les producteurs avec d'autres acteurs du système alimentaire (SatRo et Résico) ; étudient le rôle des relations de solidarité (Solaci), celui des institutions (RESOLIS) ou encore les liens opérant dans le milieu étudiant (Let's Food).

Les références bibliographiques sont à retrouver page 33.

¹ Article en cours de révision pour la revue *Natures, Sciences Sociétés*, rubrique « Débats »

Arthur Grimonpont, Président et co-fondateur de l'association
Les Greniers d'abondance

La résilience alimentaire : changer en profondeur les règles du jeu pour transformer les systèmes alimentaires

L'association Les Greniers d'Abondance a publié en 2020 un ouvrage inédit (« Vers la résilience alimentaire ») qui expose les vulnérabilités du système alimentaire contemporain face à différentes crises systémiques : changement climatique, épuisement des ressources, effondrement de la biodiversité, contexte géopolitique incertain, etc. Nous y invitons les collectivités territoriales à se saisir de cet enjeu, en leur proposant un ensemble cohérent d'actions et de leviers à mettre en œuvre à leur échelle pour bâtir un système alimentaire plus résilient, soutenable et équitable.

Afin de faciliter la transition agri-alimentaire des territoires, nous avons depuis mis en ligne un portail reliant l'outil CRATER que nous avons développé depuis plusieurs années pour établir un diagnostic, et l'outil PARCEL, lancé par Terre de liens, la FNAB et le Basic – pour se projeter dans différents scénarios.

Dans cet ouvrage de 2020, nous définissons la résilience alimentaire comme la capacité d'un système alimentaire à garantir la sécurité alimentaire au cours du temps, malgré des perturbations variées et non prévues. Nous considérons aujourd'hui que cette notion, utilisée non seulement par des acteurs de recherche mais aussi en politique, est largement dévoyée.

À la résilience du système alimentaire dans son ensemble s'est progressivement substituée la résilience des acteurs économiques dominant le système alimentaire. Or ces notions ne sont pas équivalentes, mais peuvent même être antagonistes. C'est notamment le cas lorsque les dits acteurs économiques (grande distribution, *majors* de l'agroalimentaire) participent, par leur poids stratégique et leur capacité à influencer les décisions politiques, à verrouiller le système dans un état vulnérable : forte dépendance aux énergies fossiles, concentration économique et géographique, répartition inéquitable de la

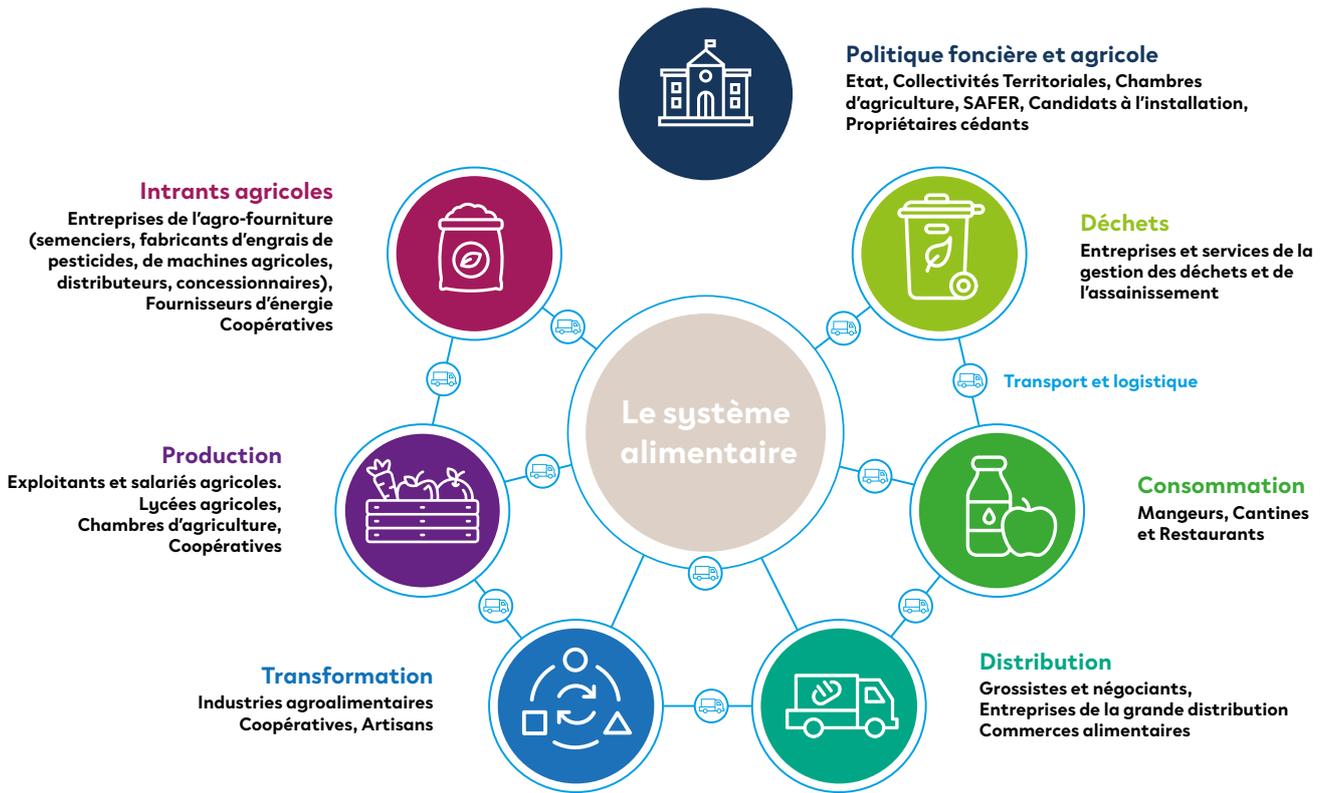
valeur ajoutée, vulnérabilité face au changement climatique...

Récemment, nous avons proposé dans un nouvel ouvrage (« Qui veille au grain ? Du consensus scientifique à l'action publique », 2022), une stratégie politique transversale pour engager une réorientation de nos manières de produire, transformer et transporter notre alimentation. En effet, aussi importantes soient-elles, les initiatives des agriculteurs, des citoyens et/ou des collectivités territoriales sont condamnées à rester marginales, si des politiques ambitieuses à grande échelle ne sont pas menées pour changer en profondeur les règles du jeu et transformer réellement notre système alimentaire.

Les références bibliographiques sont à retrouver page 33.

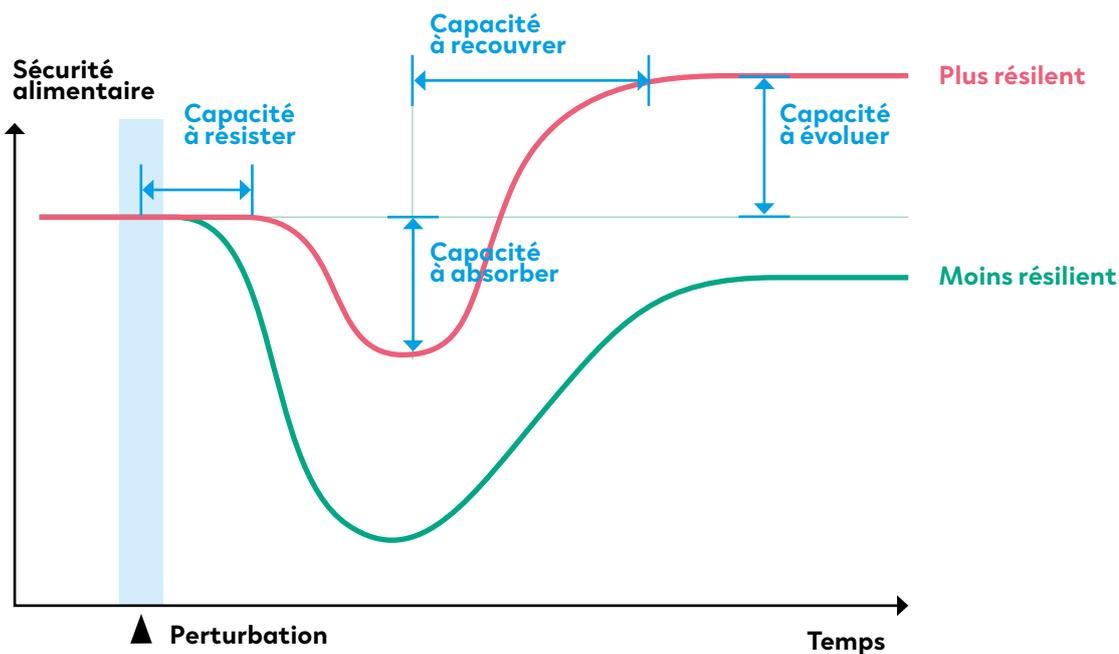
Une représentation simplifiée d'un système alimentaire

Source : Les Greniers d'Abondance, 2020



Visualisation théorique de la résilience alimentaire et de quatre de ses composantes

Source : Les Greniers d'Abondance, 2020, d'après Tendall et al. (2015)



Retour sur les 5 projets de capitalisation



Système alimentaire territorial de la région Occitanie : vulnérabilités et adaptations des agriculteurs pendant la crise sanitaire du Covid-19

LE CONTEXTE

Porteurs et partenaires

- ▶ **2 porteurs** : CIVAM Occitanie & Bio Occitanie
- ▶ **6 partenaires opérationnels** : Bio-Ariège Garonne / BioCivam 11 / Civam 34 / Apaba / Bio 65 / Bio 46
- ▶ **3 partenaires scientifiques** : laboratoire Certop CNRS / Institut Supérieur du Tourisme, de l'Alimentation et de la Restauration / Réseau Mixte Technologique (RMT) Alimentation locale

Résumé

Cette étude visait à recueillir et capitaliser les expériences et les initiatives d'adaptations vécues dans différents systèmes alimentaires territoriaux d'Occitanie, qui ont émergé dans le contexte de crise sanitaire de 2020. À travers une analyse par les réseaux professionnels en présence et en réalisant des entretiens avec des agriculteurs, il s'agissait d'interroger plus finement leur vécu, leur implication et leurs apprentissages pendant la crise sanitaire. 28 entretiens ont été réalisés et 8 initiatives ayant émergé pendant la période covid ont été capitalisées.

Objectifs

- 1 Explorer les vulnérabilités imputables ou réveillées par la crise du Covid-19 auxquelles ont été soumis les agriculteurs et caractériser dans quelle mesure ils ont effectivement été affectés ;
- 2 Examiner les différentes réactions des agriculteurs et les enseignements qu'ils tirent de la crise sanitaire ;
- 3 Recenser et diffuser les adaptations initiées par les agriculteurs et

par d'autres acteurs en retraçant la trajectoire de certaines initiatives marquantes et leurs évolutions 2 ans après.

Démarche d'analyse et méthodologie

L'étude propose plusieurs éléments d'analyse : une chronologie des épreuves et des adaptations des acteurs et des systèmes alimentaires en Occitanie ; l'identification et la caractérisation des acteurs en présence et de leurs rôles ; l'étude de l'évolution, voire de l'inflexion des modalités d'action (production, distribution, approvisionnement) et d'organisation (évolution des configurations sociotechniques et relationnelles).

Cette étude interroge également les vécus, les implications et les apprentissages des agriculteurs pendant la crise sanitaire, à travers différents retours d'expériences. Elle cherche à les positionner comme des acteurs légitimes de l'adaptation des territoires aux situations de crises, tout en étudiant leur meilleure coordination avec d'autres parties prenantes des systèmes alimentaires, en premier lieu les dynamiques citoyennes et les collectivités. Pour ce faire, l'étude s'est appuyée sur le repérage de 8 initiatives et expériences diversifiées, choisies pour leur capacité d'adaptation et de réorganisation de systèmes alimentaires en région occitane. Cet échantillon a été analysé au regard des témoignages d'une trentaine d'acteurs impliqués (producteurs, citoyens, collectivités...), auquel s'ajoute un recueil de documents (compte-rendu, communiqués, appels, dossiers partagés...).

Brève description des actions

- ▶ Sur les territoires Ariège - Haute Garonne, 3 types de mesures d'accompagnement ont conjointement été proposées : une « permanence » téléphonique pour les producteurs ; un

recensement en ligne des besoins des magasins et des produits disponibles ; l'animation d'une page spéciale « réglementations sanitaires covid » sur les sites internet du Civam Occitanie et de Bio Occitanie. Par ailleurs, un système de distribution de produits agricoles sur commande à Ramonville Saint-Agne, ainsi que la création d'un marché temporaire (avec précommande en ligne) sur la commune de Latrape ont été investigués. Enfin, le collectif a participé à l'élaboration de plusieurs halles fermières ariégeoises (à Foix, Mirepoix et St Girons).

- ▶ Sur le département de l'Hérault, les porteurs de projet et leurs partenaires ont répondu aux besoins des agriculteurs fragilisés par la fermeture des marchés de plein vent en proposant l'organisation de *drives* paysans sur la commune de Montpellier.

Dans ces trois démarches, l'outil de précommande de la Fédération régionale des CIVAM d'Occitanie, Solalim, a été utilisé.

D'autres démarches ont été identifiées autour de l'expérience de l'épicerie ambulante portée par la Maison paysanne de l'Aude. En Aveyron, 3 expériences ont été plus particulièrement regardées : les paniers solidaires avec le Jardin du Chayran ; le groupe des lococonfinés sur Saint Affrique et divers groupements d'achats en lien avec le Parc Naturel Régional des Grands Causses.

L'identification des difficultés vécues par les agriculteurs

L'étude a permis de mettre à jour et/ou de mettre l'accent sur un certain nombre de difficultés, qui viennent s'ajouter aux tensions propres aux modèles d'activité agricole.

Ces difficultés s'expriment par des **complications relationnelles** qui se sont d'abord traduites par une surcharge physique et mentale, face à une charge de travail accrue au cours des confinements successifs. Les conditions de recrutement et de sécurisation de la main-d'œuvre s'y sont complexifiées. Des complications dans les rapports socioprofessionnels, avec les autres acteurs de la chaîne alimentaire, ont également été observées (sur la qualité ou la variété des produits distribués, la gestion des commandes, etc.).

À cela s'ajoute un flou, une **cacophonie informationnelle** ressentie par les producteurs sur les réglementations sanitaires à mettre en œuvre. Ils regrettent notamment un manque de centralisation, de fiabilité, ou de facilité d'accès à l'information et soulignent l'importance de développer une communication variée et de qualité.

Ces contraintes ont eu des **effets sur la santé économique** de l'activité. Certains producteurs ont trop investi pour répondre à l'engouement (temporaire) des consommateurs sur les circuits courts. D'autres ont fait face à des difficultés d'approvisionnement en matières premières ou à des contraintes logistiques (conservation des produits, transport des marchandises...).

Pour faire face aux problématiques d'insuffisance de main d'œuvre agricole ou de gestion de la production, certaines **mesures d'accompagnement et de soutien se sont avérées inadaptables**, voire inexistantes aux yeux des producteurs, ou n'ont pas été saisies par ces derniers.



4 idéaux-types de réactions et d'apprentissages des agriculteurs

Si les réactions et les apprentissages des agriculteurs au cours de cette crise covid restent variés, les porteurs de l'étude ont néanmoins identifié 4 idéaux-types principaux².

► **« L'imperturbable »** ressort globalement épargné par la crise, et n'a que très peu modifié ses pratiques de production comme de commercialisation. Inscrit dans une démarche de durabilité, et convaincu par celle-ci, ce profil a construit un système d'exploitation autonome, à taille humaine, très souvent labellisé en bio et axé sur des ventes en circuits courts.

► **« L'entrepreneur »** a dû modifier l'organisation de ses systèmes de vente, du fait de la fermeture de certains débouchés (marchés majoritairement). En réaction, il a su développer des dispositifs commerciaux palliatifs en circuits courts, individuellement ou collectivement. En raison de contraintes organisationnelles fortes (charge de travail), ces dispositifs n'ont volontairement pas perduré.

► **L'agriculteur « attentiste »** a eu la capacité de temporiser les effets de la

crise sanitaire. Mobilisant au besoin les outils matériels et les réseaux de connaissance à disposition de son environnement, il s'est davantage greffé, mais de manière modérée, à des dynamiques collectives commerciales plus qu'il n'en a développées.

► **L'exploitant « paralysé »** ressort particulièrement fragilisé par la crise covid, désorienté par l'incertitude et la superposition des vulnérabilités systémiques vécues. Incapable d'enclencher des actions transformatives dans ses pratiques, il subit encore les retombées de cette crise sur sa santé et sur celle de ses activités productives comme commerciales.

Nous pouvons noter que les systèmes résilients en temps de crise ne sont pas toujours les systèmes les plus performants en temps stable. Par exemple, un système très structuré et optimisé laisse peu de place aux ajustements alors que certains systèmes pouvant être considérés en marge, seront peu perturbés ou habitués à s'adapter. Il y a un enjeu à maintenir et à soutenir ces systèmes qui peuvent proposer des alternatives et constituent des ressources aux dynamiques d'adaptations collectives.

² Pour créer cette typologie, plusieurs critères ont été pris en compte : perception et niveau d'affection de la crise, nature et types d'adaptations mises en œuvre, réseau relationnel mobilisé, trajectoire de l'exploitation et profil professionnel, système de valeurs...

Une reconfiguration des débouchés commerciaux

De multiples adaptations des dispositifs commerciaux ont été initiées, très souvent à l'initiative des agriculteurs, mais aussi de la part d'actions citoyennes. Ces réorganisations commerciales constituent la majeure partie des adaptations développées lors de la crise.

La reconfiguration des débouchés des producteurs passe notamment par une réorganisation du mix commercial (**diversification**) et/ou par l'implication dans de nouveaux dispositifs (**création**). Sont particulièrement concernés les dispositifs de vente nécessitant l'usage du **numérique** : plateformes de commande via Internet, boutiques en ligne, *drives* fermiers... L'usage des **réseaux sociaux** est à souligner dans le maintien ou l'entretien de liens entre producteurs et mangeurs notamment. À cela s'ajoutent des efforts consentis en matière d'**optimisation logistique**, en mobilisant des outils de transformation et/ou de stockage existants sur le territoire, ou en développant des mutualisations en termes de transport.

Nombre d'acteurs des systèmes alimentaires, dans un élan de solidarité, ont également apporté un soutien essentiel aux agriculteurs, dans la réactivation comme dans la création des dispositifs commerciaux : des **citoyens** (adaptation des Amaps et des groupements d'achats), les

organismes d'accompagnement et les **syndicats agricoles** (fourniture d'informations sanitaires et/ou commerciales, montage de points de vente, ...), les **institutions publiques** (soutien matériel et financier aux dispositifs). À noter toutefois que le succès des initiatives commerciales mises en œuvre dépend souvent de l'implication de citoyens bénévoles, comme du soutien (financier, matériel) des institutions publiques.

La construction de systèmes collectifs... mais peu pérennes

Si la crise ne semble pas avoir induit une véritable transition des modèles agricoles en Occitanie, les producteurs ont toutefois modifié leurs schémas de pensée et exploré certains attributs constitutifs de la résilience alimentaire, vers des systèmes diversifiés, locaux, autonomes, et axés sur le **collectif**.

Cette force du collectif, où chaque acteur – agriculteur, citoyens, tissu associatif local, etc. – apporte son énergie, son lot d'outils et de compétences, a ainsi permis de s'engager, de mieux s'adapter et souvent de se coordonner plus efficacement en réponse aux effets de la crise. Cet ensemble d'acteurs, aux contours variables d'un territoire et d'une initiative à l'autre, a joué un rôle fédérateur en mettant à contribution un **réseau relationnel de sociabilité** et une **fine connaissance**

du terrain, au service d'une organisation des circuits de vente qui s'est bien souvent construite dans l'urgence. Ces dynamiques collectives nouvelles se sont généralement appuyées sur des médiateurs humains (réseaux personnels et professionnels, relais d'information...) et matériels (numériques notamment) indispensables pour coordonner et animer ces nouveaux systèmes.

Une palette diversifiée de solutions et d'outils d'adaptations – nouveaux, en dormance ou préexistants –, s'est ainsi exprimée, en vue d'épauler les agriculteurs en proie à la fermeture de leurs débouchés commerciaux (marchés de plein de vent notamment). Il est donc logique qu'une partie de ces initiatives n'ait que peu perduré dans le temps, puisque **construite en réaction aux perturbations** introduites par la crise, dans une **optique plus palliative et adaptative** que transformative des systèmes alimentaires occitans. Celles qui ont continué donnent du sens à toutes les parties prenantes engagées, et répondent surtout à des **besoins structurels alimentaires du territoire** : revalorisation du métier agricole, relocalisation de l'emploi, lutte contre l'isolement, réactivation de liens sociaux et de convivialité, amélioration de l'accessibilité physique, etc. Des besoins qui existaient avant la crise.



Pour aller plus loin...

CONTACTS

- ▶ **Raphaël Lebeau**, Directeur de la Fédération régionale des CIVAM Occitanie : raphael.lebeau@civam-occitanie.fr
- ▶ **Sandrine Fournié**, Coordinatrice Bio Occitanie : sandrine.fournie@bio-occitanie.org

RESSOURCES

- ▶ <https://www.civam-occitanie.fr/-Accompagnement-de-Projets-Territoriaux>
- ▶ **Outil de précommande Solalim** : <https://solalim.civam-occitanie.fr>

Solidarités alimentaires citoyennes dans l'Hérault

LE CONTEXTE

Porteurs et partenaires

- ▶ **1 porteur** : UMR Moisa-Cirad
- ▶ **2 partenaires sciences-société** : Association Vrac & Cocinas, Chaire UNESCO Alimentations du Monde
- ▶ **Membres du comité scientifique** : FRCIVAM Occitanie, LERIS, Fédération des Acteurs de la Solidarité

Résumé

L'étude visait à étudier des initiatives de solidarité alimentaire émergentes et existantes, portées par des habitants de l'Hérault (professionnels ou non de l'alimentation), durant la crise sanitaire, en dehors des institutions classiques. Il s'agissait de comprendre les conditions de leur émergence, leurs intentions, leurs motivations et d'observer leurs modes d'action, pour en dresser une première typologie. Puis, d'analyser en quoi et sur quoi elles sont de potentiels vecteurs de changement, en termes de lutte contre la précarité et d'accès à l'alimentation, au regard des enjeux de démocratie alimentaire, de durabilité et de résilience territoriale.

Pour ce faire, l'étude a analysé les différents modes d'engagement et sur la manière dont ces initiatives nourrissent de nouvelles approches en termes de lutte contre la précarité alimentaire sur le territoire, par rapport aux dispositifs traditionnels d'aide alimentaire. Elle a ensuite investigué la façon dont elles pouvaient inspirer l'action publique pour contribuer à la résilience des territoires en temps de crise.

Objectifs

- 1 Identifier, caractériser et analyser les initiatives de solidarité alimentaire citoyennes entreprises au fil de la crise sanitaire, en en dressant notamment une typologie ;

- 2 Proposer aux porteurs d'initiatives un outil de relecture, voire de progression de leur action si celle-ci a vocation à se pérenniser ;

- 3 Diffuser et mettre en discussion les résultats avec les acteurs publics et associatifs, réunis notamment au sein de l'Observatoire des solidarités alimentaires en cours d'émergence ;

- 4 Produire des analyses en sciences sociales sur le sens des formes d'engagement non institutionnelles, et les dynamiques de changement qu'elles engagent ;

- 5 Produire une méthodologie essaimable d'identification des pratiques, permettant de favoriser leur prise en compte dans les projets/programmes/politiques relatifs à l'accès à l'alimentation.

Démarche d'analyse et méthodologie

Dans la continuité des travaux sur la précarité et la démocratie alimentaires, l'étude a porté son attention sur les nouvelles formes d'actions collectives en matière de solidarités alimentaires. L'étude interroge ainsi, à l'échelle des initiatives du département héraultais, plusieurs éléments : les formes d'engagement et de solidarité qui les sous-tendent ; leurs conditions d'émergence ; leurs modes d'organisation et notamment d'approvisionnement ; leur rapport à la qualité de l'alimentation et la durabilité des systèmes ; leurs impacts au niveau des publics et du territoire ; leurs relations et articulation avec les institutions publiques et l'écosystème local.

Deux hypothèses sont formulées : ces initiatives de solidarités informelles donnent à voir les composantes d'une « citoyenneté alimentaire » qu'il s'agit de caractériser (formats innovants de l'aide apportée, modes d'engagement différents). Ces initiatives contribuent à un processus de transformation sociale et de résilience territoriale, notamment dans les

modalités d'ancrage local, de proximité et d'approche participative qu'elles permettent (interconnaissance, légitimité d'action, liens aux producteurs, organisation collective...).

Un premier repérage des initiatives citoyennes a été réalisé par l'examen de la presse locale, des réseaux sociaux, l'interview de personnes ressources et le bouche à oreille. Une trentaine d'entretiens approfondis ont été menés par la suite auprès des parties prenantes de 7 initiatives à Montpellier, Agde, Sète, Lodève et Saint André-de-Sangonis. Elles présentent une variété de dispositifs : groupements d'achats solidaires en direct avec des producteurs, distribution de paniers et de colis alimentaires, confections de plats chauds « fait-maison », mutualisation d'outils (conserverie professionnelle) et/ou de lieux communs (jardins, armoires solidaires, cuisine collective...), etc.

Brève description des actions

- ▶ Construction d'une grille typologique et repérage exhaustif des initiatives de solidarités alimentaires (instituées ou informelles, rurales et urbaines, collectif ayant émergé pendant la crise ou existant, action temporaire liée au confinement ou pérenne, formes de distributions diversifiées, etc.).
- ▶ Cartographie et typologie des initiatives dans l'Hérault selon une pluralité de critères : personnes et acteurs mobilisés et concernés ; systèmes de coopération mis en place ; registres d'action collective (modalités d'engagement, mobilisation de ressources) ; dispositifs et réponses apportées (sécurité alimentaire, pratiques alimentaires, sociabilité) ; articulation avec les enjeux agricoles et paysans, avec les enjeux de démocratie locale et de justice sociale, dynamiques de pérennisation, de reconduction et de changement social, etc.
- ▶ Réalisation d'une enquête par entretiens qualitatifs approfondis auprès de porteurs d'initiatives citoyennes ; choix de 6 à 10 actions selon leur représentativité thématique et territoriale,

en particulier en termes de registre d'engagement.

► Rencontres entre partenaires de l'étude ; production des livrables (webinaire, capsules vidéos, rapports...) et diffusion des résultats.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET POINTS SAILLANTS

Une caractérisation des formes de citoyenneté alimentaire

L'alimentation constitue un vecteur de nombreuses mobilisations et formes d'engagement s'appuyant sur de multiples raisons (solidarité, convivialité, échanges de savoirs, santé, écologie, défense du monde paysan...). Cela témoigne pour les partenaires de l'étude d'un **renforcement de la dimension politique de l'alimentation**, qui s'inscrit peu ou prou dans une recherche de « sécurité alimentaire durable ». La transversalité du sujet **diversifie les profils des « engagés »** autour d'une cause commune, et dessine un nouveau mouvement de « citoyenneté alimentaire ».

Ce nouveau mouvement se caractérise notamment par : l'intérêt de ces collectifs pour **la qualité de l'alimentation** (approvisionnement local et/ou bio, fourniture de produits bruts, cuisine fait-maison) ; la recherche de création de liens sociaux et d'entraide au-delà de l'alimentation afin de prendre en compte les besoins relationnels pour contrer les situations d'isolement accentuées par la crise sanitaire, **la revendication de modes d'engagement « affranchi »** des tutelles habituelles (recherche de modes d'organisation plus horizontaux, plus individualisés, prenant en compte les affects) ; la proximité (avec les habitants, avec les producteurs) ; une volonté d'articuler la lutte pour la redistribution et celle pour **la dignité et la reconnaissance** (culturelle, sociale...).

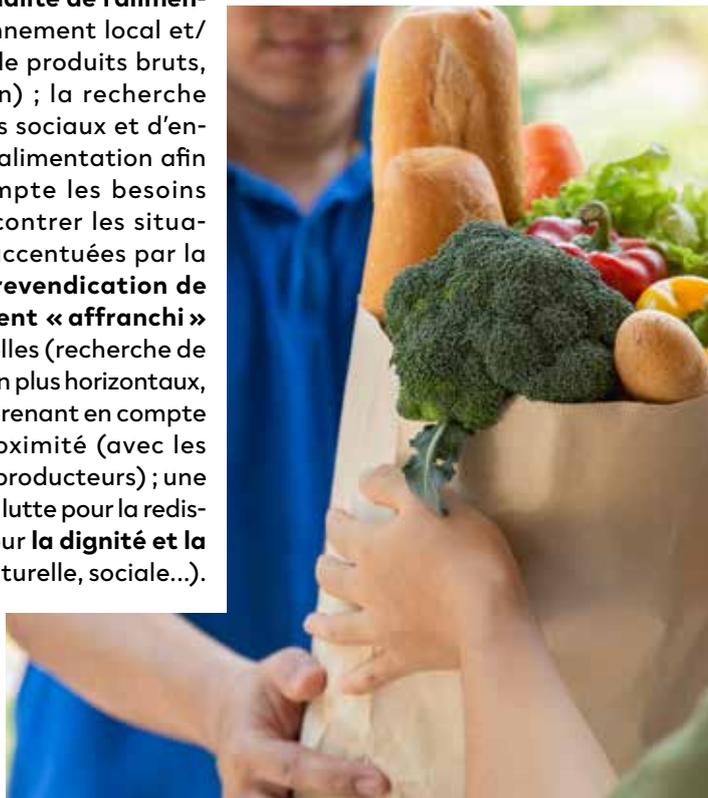
Une esquisse de formalisation de « communs alimentaires »

Si les initiatives citoyennes liées à la crise sanitaire se sont développées avec « les moyens du bord », elles mobilisent une diversité de ressources territoriales inexploitées (souvent personnelles et libérées par le contexte de crise et confinement). Elles suscitent des dynamiques d'alliances et des actions collectives inscrites dans des réseaux de proximité et diversifient les points et les types de solidarité alimentaire sur le territoire. Elles génèrent de ce fait **des écosystèmes de coopération et des chaînes de solidarité**, distincts des dispositifs d'aide classique, ce qui témoigne de **leur potentiel de résilience et de transformation sociale**.

Ces initiatives rencontrent néanmoins **les mêmes types de limites organisationnelles et matérielles** que des structures plus formelles (implication des personnes concernées, reproduction des rapports sociaux, accès aux ressources financières nécessaires...). En effet, malgré leur potentiel transformateur, elles se heurtent aux limites du système global dans lequel elles se déploient (système alimentaire industriel et capitaliste, absence de lignes de financement sur les denrées, dispositifs d'appel à projets ponctuels, fléchage des publics, etc.) ce qui ne leur permet que partiellement de dépasser

les limites de l'aide alimentaire. Sachant que certaines d'entre elles sont restées limitées à fournir une réponse circonstancielle à la période de crise, et n'avaient pas vocation à perdurer. Par conséquent, la coexistence de plusieurs types et modalités d'aide (distribution, livraison, ateliers cuisine, garde-manger) ne permet pas massivement de sortir du modèle de la distribution et d'un rapport donneur/receveur.

Cependant, en cherchant à concilier politique et économie, principes démocratiques et formes de vie quotidienne, certaines initiatives s'éloignent tout de même du modèle caritatif et renouent avec **l'idée de l'associationnisme**. Elles inventent des modes d'action, d'organisation et de gouvernance, et font émerger des espaces publics de proximité pour **faire de l'alimentation un « commun »**, au sens de la gestion collective d'une ressource, s'inscrivant dans une dynamique démocratique et garantissant une égalité d'accès pour tous et toutes. Elles apparaissent ainsi comme porteuses de valeurs et de manières de faire, susceptibles d'inspirer les politiques publiques dans une logique « d'accès au droit » à l'alimentation durable. Leur diversité et la créativité relationnelle et organisationnelle qu'elles déploient, constituent des marqueurs de transformations, qui devraient inspirer des changements plus structurels.



Pour aller plus loin...

CONTACTS

- **Pauline Scherer**, Sociologue-intervenante (Pôle recherche & expérimentation), association Vrac & Cocinas : pauline-montpellier@vrac-asso.org
- **Nicolas Bricas**, Socio-économiste, UMR MOISA – CIRAD : nicolas.bricas@cirad.fr

RESSOURCES

- **Site Internet de Solaci** : <https://www.chaireUNESCO-adm.com/Solaci>
- **Rapport 2021 de Terra Nova sur la sécurité alimentaire durable** : <https://tnova.fr/societe/alimentation/vers-une-securite-alimentaire-durable-enjeux-initiatives-et-principes-directeurs/>

Dynamiques et impacts des initiatives citoyennes sur la résilience des systèmes alimentaires pendant la crise du Covid-19 en France

LE CONTEXTE

Porteurs et partenaires

- ▶ **1 porteur** : UMR Innovation (INRAE Montpellier)
- ▶ **6 partenaires opérationnels** : RMT Alimentation Locale & CIVAM Bretagne, cabinet de conseil Terralim, Les Greniers d'abondance, réseau MirAmap, laboratoires de recherche CNRS ESO (Rennes) et DCS (Nantes).

Résumé

L'étude s'est intéressée aux dynamiques et à l'impact des initiatives citoyennes activées ou nées pendant la crise du Covid-19, autour du maintien des liens entre producteurs fragilisés et mangeurs vulnérables. Elle visait à comprendre les conditions de leur émergence, à identifier les ressources nécessaires à leur fonctionnement et les réseaux activés, à caractériser leurs modèles économiques et sociaux, leur trajectoire tout au long des différentes phases de la crise, ainsi que leurs impacts sur la résilience des systèmes alimentaires.

Objectifs

- 1 Identifier la dynamique des coopérations et les ressources ayant permis l'émergence des initiatives citoyennes et leur évolution ;
- 2 Évaluer l'impact des initiatives sur le maintien des liens entre les producteurs et les mangeurs les plus fragilisés ;
- 3 Produire des outils contribuant à renforcer la capacité d'action des initiatives citoyennes dans les crises à venir.

Démarche d'analyse et méthodologie

Pour comprendre les conditions d'émergence des initiatives citoyennes et mesurer leurs impacts sur la résilience des systèmes alimentaires, l'étude s'est appuyée sur les apports de la sociologie économique et de la sociologie des réseaux. L'hypothèse formulée est que les dynamiques d'émergence et les impacts des initiatives dépendent notamment de la structure des réseaux dans lesquels les

porteurs d'initiatives sont insérés et de leur capacité à activer ou à créer des relations (sociales, économiques) avec d'autres acteurs individuels ou collectifs pouvant leur fournir des ressources.

Dans ce cadre, la méthodologie déployée a d'abord consisté à sélectionner une douzaine d'initiatives représentatives en France, parmi la centaine repérée préalablement (enquête « Manger au temps du Coronavirus » de 2020, diffusion d'un questionnaire en ligne et revue de presse quotidienne régionale en 2021). Plusieurs critères ont été identifiés : territoire d'implantation, type de collectif, dynamique entrepreneuriale, acteurs fragilisés ciblés, etc. Une phase d'enquête sur ces initiatives sur la base d'entretiens semi-directifs de 3 ou 4 personnes concernées par initiative a ensuite été réalisée. Enfin, les récits narratifs construits à partir de ces entretiens et de données secondaires (rapports, réseaux sociaux, sites web...) ont été codés dans une base de données et analysés.

Brève description des actions :

- ▶ Sélectionner un pool de 10-12 initiatives citoyennes ;
- ▶ Construire et tester les outils de recueil de données (guides d'entretien pour les porteurs de projets, les producteurs et les consommateurs) ;
- ▶ Enquêter sur les initiatives sélectionnées et compléter les entretiens par des sources d'informations secondaires ;
- ▶ Examiner les données recueillies au moyen d'une analyse thématique et d'une analyse de réseaux ;
- ▶ Communiquer et valoriser les résultats de l'étude (webinaires, synthèses...) auprès d'un large public et d'une diversité d'acteurs.



PRINCIPAUX RÉSULTATS ET POINTS SAILLANTS

Des initiatives aux temporalités diverses

Les initiatives citoyennes qui ont émergé au cours de la crise covid n'ont pas suivi les mêmes temporalités. La plus grande partie a réagi très rapidement pour (ré-)organiser des circuits de distributions innovants, notamment après la disparition de certains débouchés, comme par exemple la fermeture des marchés de plein vent : 80% des initiatives de l'échantillon ont ainsi démarré en mars 2020, et beaucoup d'entre elles se sont mises en place en à peine une semaine. Plus de 50% est retournée à sa situation d'avant crise et s'étaient arrêtée à la fin du confinement, en partie par épuisement des acteurs (producteurs, fournisseurs, bénévoles) mais aussi et surtout parce qu'elles n'avaient pas vocation à perdurer après le retour à un contexte normalisé. Celles qui ont continué portent soit sur des modèles éprouvés et préexistants à la crise (comme les AMAPs par exemple), soit répondent de manière prioritaire à des problématiques de précarité alimentaire (portage à domicile, groupement d'achat, etc.). Des initiatives ont continué sous une autre forme dans les mois qui ont suivi le déconfinement (envergure moins importante, hybridation des distributions initiales et nouvelles, essaimage). Parfois, elles se sont transformées à nouveau avant de finalement disparaître.

L'activation de relations et la mobilisation de certaines ressources et médiations

Les initiatives citoyennes sont nées ou se sont déployées le plus souvent dans le prolongement de relations et/ou d'actions préexistantes construites au niveau local entre un ou plusieurs consommateurs et un ou plusieurs producteurs.

L'activation de chaînes de relations (bouche à oreille et mobilisation d'acteurs associatifs) permet de faire grandir les initiatives, mais également de toucher des personnes plus vulnérables (personnes plus âgées ou en situation de précarité, producteurs en

difficulté). Les initiatives s'appuient également sur des cercles et des collectifs plus ou moins formels (associations, groupes WhatsApp, familles), ainsi que sur la co-appartenance à des lieux de proximité et de voisinage (immeuble, rue, quartier...).

À noter également l'importance des outils numériques, pour la mise en relation, la communication et la coordination entre producteurs et mangeurs, ou bien encore pour la gestion des commandes. Les organisateurs et organisatrices ont toutefois manqué de connaissances sur les outils existants, et ont pu éprouver un sentiment de bricolage (dans la création de plateformes, la mise en place de service de livraison...).

Enfin, le rôle des collectivités apparaît quelque peu ambivalent. Certaines initiatives n'ont pas hésité à les mobiliser pour obtenir des informations sur la crise covid (autorisations, validations de protocoles sanitaires). D'autres indiquent en revanche, ne pas les avoir identifiées comme des partenaires potentiels, voire avoir entretenu avec ces acteurs publics un certain rapport de méfiance.

Les ressources mobilisées dans le processus de déploiement de ces initiatives sont plus souvent cognitives (informations) et humaines (aide dans les tâches logistiques) que matérielles ou financières.

Des impacts sur la vulnérabilité diversement appréciés par les acteurs

L'impact économique des initiatives est différemment perçu selon que l'on soit producteur ou consommateur. Pour les agriculteurs, celles-ci n'ont pas totalement compensé la perte de leurs débouchés ; ces derniers ont par ailleurs souvent mis en place des livraisons individuelles, en autonomie, ce qui n'a pas été sans problèmes en termes d'organisation du travail. Côté consommateurs, le développement des initiatives a été réalisé certes pour soutenir les producteurs mais aussi pour éviter les supermarchés. En outre, les bénévoles des organisations ont dans l'ensemble, géré des dispositifs dans l'urgence, et n'étaient pas de fait dans une recherche de performance économique.

Cette différence de perception est encore plus flagrante en termes d'impact social. Durant la crise sanitaire,

les producteurs ont fait face à une charge particulièrement accrue de travail, notamment pendant le premier confinement et pour les phases de préparation, de manutention et de transport des marchandises. En effet, si une partie des tâches (gestion des commandes, livraisons) a pu être parfois prise en charge par les bénévoles consommateurs, ces derniers étaient bien souvent contraints dans leurs déplacements. L'accumulation de ces tâches s'est donc traduite par une réelle forme d'épuisement chez certains agriculteurs.

Côté consommateurs, les distributions (souvent hebdomadaires) ont représenté d'importants espaces de convivialité et de sociabilité, contribuant à atténuer leur sentiment d'isolement. De nombreux organisateurs gardent de bons souvenirs de cette période. Les initiatives ont pu mobiliser des bénévoles s'engageant dans différentes tâches logistiques et de gestion. Elles ont en effet eu une grande importance dans la solidarité de proximité, vis-à-vis des publics vulnérables et/ou isolés, et ont contribué à l'orientation temporaire de nombreuses associations (sociales, sportives...) vers des actions de solidarité. En revanche, elles ont eu plus de mal à toucher les publics en situation de précarité alimentaire, suivis par les grandes associations, et souvent adossées aux services publics.

Pour aller plus loin...

CONTACTS

- ▶ Grégori Akermann, Chercheur en sociologie, UMR Innovation, Montpellier SupAgro et INRAE : gregori.akermann@inrae.fr
- ▶ Manon Pradère, Ingénieure d'étude, UMR Innovation, Montpellier SupAgro INRAE : manon.pradere@inrae.fr

RESSOURCES

- ▶ Site internet du projet de recherche : <https://ferme.yeswiki.net/resico>
- ▶ Site Internet du RMT Alimentation locale : <https://www.rmt-alimentation-locale.org/Covid-19-et-alimentation>

Milieu étudiant et alimentation : quels enjeux, quelles solutions, quelle résilience ?

Recensement d'initiatives et préconisations

LE CONTEXTE

Porteurs et partenaires

- ▶ **2 porteurs** : Let's Food & le RESES (Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire)
- ▶ **Comité de pilotage** : Association VRAC, RESOLIS, Fédération nationale des banques alimentaires, Secours Catholique, Restos du Coeur, ANDES, Collectif de solidarité étudiante de Lyon, Oui Share, Greenpeace.

Résumé

L'objectif de cette étude était d'identifier les principaux vecteurs d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et d'analyser les initiatives de résilience mises en place face à la crise dans le milieu étudiant, mais également les initiatives préexistantes qui ont permis d'y faire face. L'approche s'est voulue transversale, systémique et multi-acteurs afin de comprendre les enjeux de la précarité alimentaire chez les étudiants (difficultés d'accessibilité économique, informationnelle, cadre de vie et environnement alimentaire...), tout comme les partenariats construits avec les acteurs territoriaux pour y remédier. L'objectif était de proposer des recommandations et des éléments de pérennisation de certains dispositifs, en vue d'assurer des changements structurels pour lutter durablement contre la précarité alimentaire étudiante, et permettre l'accès pour tous et toutes à une alimentation de qualité.

Objectifs

- 1 Repérer et analyser les initiatives de résilience portées par les associations étudiantes, les Crous et autres acteurs du monde universitaire (établissements, syndicats, enseignants, structures sociales, collectifs), préexistantes ou créées en réaction à la crise covid ;
- 2 Caractériser et évaluer l'impact de ces initiatives, leurs moyens, leurs clés de réussite ; identifier les cadres facilitateurs de leur développement et de leur pérennisation, ainsi que les conditions de leur répliquabilité ;
- 3 Outiller les acteurs du milieu universitaire qui souhaitent développer de nouvelles initiatives ou les consolider via la diffusion des bonnes pratiques identifiées ;
- 4 Mieux faire connaître les problématiques de précarité alimentaire des étudiants et construire un plaidoyer à destination des pouvoirs publics pour un meilleur accès à une alimentation durable et nutritive pour les étudiants.

Démarche méthodologique

La première phase a consisté en une recherche bibliographique variée : enquêtes du RESES et de l'Observatoire de la vie étudiante, rapports institutionnels et associatifs (Terra Nova et Cocolupa en 2021, Labo ESS en 2020, IGAS en 2019...), articles de presse, etc. En complément, une douzaine d'entretiens ciblés (associations et syndicats étudiants, Crous, secteur de l'aide alimentaire...) a été menée pour comprendre le fonctionnement de quelques initiatives, et identifier leurs éléments-clés (facteurs de réussite, besoins, impacts, cibles, collaborations territoriales...). Une cartographie des

acteurs impliqués dans l'accès à une alimentation durable pour les étudiants a également été réalisée afin d'identifier leurs leviers d'action et leurs marges de manœuvre.

La seconde phase d'enquêtes s'est déroulée par questionnaire, afin d'identifier de nouvelles initiatives, mais aussi de recueillir l'appréciation des étudiants sur les impacts et la pérennisation des initiatives identifiées. Les attentes spécifiques vis-à-vis des acteurs publics et des collectivités ont également été investiguées.

Brève description des actions

- ▶ Cerner les enjeux liés à l'accès à une alimentation durable et de qualité pour le milieu étudiant, tant sur le plan de l'accessibilité économique et cognitive, que de l'environnement alimentaire universitaire (surfaces et équipements des cuisines, proposition de repas par le Crous...).
- ▶ Recenser et caractériser les initiatives existantes ou ayant émergé à l'occasion du confinement, dans un objectif de facilitation de l'accès à une alimentation saine et durable pour les étudiants (aide alimentaire, épiceries sociales et solidaires étudiantes, distribution de paniers locaux...).
- ▶ Identifier des initiatives qui ne seraient pas (ou moins) visibles ou publiques, via la mobilisation des réseaux des partenaires de cette capitalisation ; et recueillir l'appréciation des étudiants sur la qualité de ces initiatives.
- ▶ Analyser et communiquer les principaux résultats valorisant la diversité des initiatives sélectionnées en termes d'impacts et de moyens mobilisés : production de livrables (fiches actions, support de plaidoyer, capsules vidéo...), diffusion sur différents supports numériques (webinaires, sites Internet, réseaux sociaux...).



PRINCIPAUX RÉSULTATS ET POINTS SAILLANTS

Une précarité alimentaire économique, nutritionnelle et sanitaire

Cette étude a permis de mettre à jour le fait que la précarité alimentaire touche aussi les étudiants, et que ces derniers la perçoivent de manière différenciée.

La précarité alimentaire des étudiants se manifeste par **une précarité économique**, qui entraîne un accès insuffisant à une alimentation durable et de qualité. En effet, ces derniers ont souffert **d'un manque de moyens financiers** pour couvrir leurs besoins mensuels, cette situation s'étant aggravée à l'occasion de la crise sanitaire. Des aides exceptionnelles (repas à 1€ dans les Crous notamment) ont été mises en place et ont permis d'atténuer les effets de la crise. L'alimentation reste néanmoins **une variable d'ajustement budgétaire** : les étudiants font le choix de la quantité au détriment de la qualité, du fait d'une situation économique dégradée (perte de travail partiel en parallèle des études, réduction des aides publiques, etc.).

Sur le plan nutritionnel, les étudiants **consomment peu de fruits et légumes** et beaucoup de féculents par manque de moyens financiers. L'attrait se porte sur **les produits transformés et de restauration rapide**, ce qui fait d'eux une cible privilégiée pour le marketing alimentaire. Les étudiants sont dans une période de transition qui détermine plus ou moins fortement leurs comportements alimentaires futurs et leur santé. Leurs habitudes alimentaires entraînent ainsi **une double charge nutritionnelle** (obésité et maigreur). **Ce régime alimentaire déséquilibré** souligne des carences en nutriments essentiels, impactant la réussite scolaire (fatigue, manque de concentration, etc.).

Un environnement alimentaire défavorable et contraignant

Plusieurs facteurs en termes d'environnement alimentaire influent sur les habitudes de consommation estudiantines.

La répartition géographique et la disponibilité d'une offre alimentaire à proximité du campus, des lieux d'habitation, sont de premiers éléments

explicatifs. **Les lieux d'implantation des sites universitaires** (situés dans une agglomération ou dans une ville moyenne; proches du centre-ville ou éloignés) introduisent en effet une accessibilité différenciée, voire inégale, aux points de vente.

Par ailleurs, les pratiques alimentaires des étudiants restent sujettes à influence en fonction **des modes de vie intrinsèques** de chacun. Il a été constaté un régime alimentaire plus équilibré des personnes vivant en colocation ou partageant leur repas (convivialité). Toutefois, c'est bien **un manque de temps** (pour faire des courses locales, pour cuisiner et manger sainement...) qui demeure l'un des principaux freins pour une alimentation de qualité. À cela s'ajoutent d'autres manques en termes de mobilité (véhicules), d'équipements (conservation, cuisine...), de praticité (produits bruts, volume...), etc.

Les étudiants sont enfin **sensibles aux enjeux environnementaux** mais **le changement de pratiques reste difficile à opérer**, du fait de manques de connaissances et de formations (sur les repères nutritionnels, sur les compétences culinaires...).

Une pluralité d'intervenants aux rôles différents

Bien qu'indispensable pour les étudiants pendant la crise, **le modèle de l'aide alimentaire ne permet pas de régler seul les causes profondes de leur précarité alimentaire.** Il entretient un système qui écoule les surplus d'un modèle agricole productiviste, et qui soutient une société de consommation, même en luttant contre le gaspillage alimentaire.

À côté de ces acteurs « classiques », **les collectivités locales commencent à proposer des solutions structurantes**, afin de pallier aux manques de soutien de l'État. Au-delà des aides financières et matérielles exceptionnelles aux associations de solidarité alimentaire étudiantes, elles **peuvent mobiliser leurs compétences propres** : centres communaux d'action sociale (CCAS), contrats de ville, PAT pour les intercommunalités ; coordination des acteurs/dispositifs de solidarités et de cohésion territoriale pour les départements ; appui aux plans de santé et de recherche pour les régions.

Enfin, **les associations étudiantes se sont montrées agiles, réactives et innovantes face à la crise.** D'abord créées pour viser la quantité des denrées, les initiatives étudiantes (épiceries, *food trucks*, groupements d'achat...) s'orientent de plus en plus vers une alimentation locale et de qualité. Pour se pérenniser, elles doivent être davantage soutenues car **leurs modèles économiques fragiles** restent encore dépendants des subventions publiques, des dons agri-alimentaires et du bénévolat.

Des actions structurantes pour lutter contre la précarité alimentaire

Une première série d'actions s'attache à **transformer les dispositifs nationaux et européens**, afin d'inscrire l'accès à une alimentation durable et saine pour tous dans un droit humain fondamental. Cela passe par une meilleure mise en cohérence et une facilitation dans la gouvernance des dispositifs d'aide alimentaire, en encourageant la décentralisation de leurs financements. Mais également par une « désolidarisation » de cette aide alimentaire vis-à-vis des stratégies de lutte contre le gaspillage, en la connectant davantage à la

production agricole locale. Cela peut également consister à **désolidariser l'accès à une alimentation durable, saine et de qualité du niveau de revenu** (via une réforme du système boursier, des compléments financiers, l'expérimentation d'une sécurité sociale de l'alimentation...), ceci afin d'assurer le droit à l'alimentation pour tous les étudiants.

Une seconde série d'actions cherche à **favoriser les coopérations territoriales et multi-acteurs** pour assurer une alimentation saine et durable pour tous les étudiants. Dans ce cadre, un accent particulier est porté sur **le renforcement du rôle des Crous**, et notamment les services de restaurants universitaires, en tant que (meilleurs) garants d'une alimentation

de qualité, durable et saine. Dans une logique similaire, il convient de **reconnaître le rôle essentiel des initiatives portées par les associations étudiantes** pour lutter contre la précarité alimentaire, en les renforçant et en adaptant les soutiens (financiers, matériels, communicationnels...). Une autre mesure porte sur une amélioration du maillage territorial des campus universitaires, en multipliant et en diversifiant les points de vente en offre alimentaire de qualité, saine et durable, tout en facilitant leur accessibilité (via les transports notamment).



Pour aller plus loin...

CONTACTS

- ▶ **Anna Faucher**, Directrice et cofondatrice, Let's Food : anna.faucher@letsfoodcities.org
- ▶ **Marie Cavaniol**, Directrice des programmes, RESES : alimentation@le-reses.org

RESSOURCES

- ▶ **Let's Food** : www.letsfood.fr
- ▶ **RESES** : le-reses.org/alimentation-durable/
- ▶ **L'étude en ligne** : <https://bit.ly/preca-alimentaire-etudiante-letsfood-reses>
- ▶ **Les vidéos de cette capitalisation** : www.youtube.com/watch?v=65VuZbEVQW4&list=PLAI4wPIBnnR2x2q1qMq1LXzNPRuegebvm

Les collectivités territoriales et la résilience alimentaire : actions publiques et publics en actions

LE CONTEXTE

Porteurs et partenaires

- ▶ **1 porteur:** RESOLIS
- ▶ **5 partenaires opérationnels:** Labo de l'ESS ; Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES) ; Let's Food ; Terres en Villes ; Fédération nationale des Parcs Naturels Régionaux.

Résumé

Cette étude cherche à tirer les enseignements de la crise sanitaire, ainsi qu'à diffuser des outils favorisant la résilience et l'émergence d'initiatives citoyennes. Elle vise plus précisément à étudier les réponses des collectivités territoriales aux perturbations de leur système alimentaire engendrées par la crise du Covid-19. Il propose pour ce faire plusieurs entrées via l'analyse des dispositifs efficaces et pertinents pour y faire face et les anticiper ; des perceptions des collectivités de la mobilisation citoyenne et son intégration dans les actions publiques ; du degré d'évolution des stratégies de résilience dans le temps de la crise sanitaire.

Objectifs

- 1** Fonder une mémoire collective des dispositifs publics mis en place dans un cadre de crise, via la capitalisation des savoirs et des expériences des collectivités territoriales de différents niveaux ;
- 2** Outiller les acteurs de terrain et les décideurs locaux soucieux de renforcer la résilience des territoires face aux crises, via la diffusion et l'analyse des expériences et mesures de référence ;
- 3** Décrire des dispositifs d'action publique qui favorisent l'émergence d'initiatives de participation

citoyenne, dans le cadre de stratégies de résilience face aux crises ;

- 4** Identifier et diffuser des dispositifs inclusifs ciblant en priorité les publics vulnérables, isolés et précaires ;
- 5** Émettre des recommandations, élaborer des plans d'actions facilitant la résilience alimentaire ;

Démarche d'analyse et méthodologie

Face aux différentes crises que peuvent connaître les systèmes alimentaires, l'action publique se voit transformée autour d'un double impératif de résilience et d'inclusion des initiatives citoyennes mobilisées. Or, peu d'éclairages existent sur leurs interrelations. L'étude s'est ainsi penchée sur trois besoins principaux : informer les collectivités sur la capitalisation et l'analyse de dispositifs publics pro-résilience ; illustrer la double responsabilisation des politiques publiques et des citoyens face aux crises ; faciliter un partage d'expériences entre collectivités et acteurs des systèmes

alimentaires (notamment les associations citoyennes luttant contre la précarité). Cette étude a donc cherché à repérer, observer, analyser, caractériser et valoriser les mesures de politiques publiques appelées à devenir des mesures de référence. À cet effet, le consortium a diffusé au sein de ses réseaux un questionnaire pour identifier et analyser ces dispositifs publics, et obtenu 43 réponses de collectivités. 19 entretiens ont permis d'approfondir les résultats de l'enquête.

Brève description des actions

- ▶ Constituer une banque d'informations sur les mesures prises par les collectivités, en termes de vulnérabilité des systèmes alimentaires, et de capacités de résilience ;
- ▶ Mobiliser les réseaux de collectivités territoriales pour compléter les données, via un questionnaire et de grilles d'entretiens, avec des focus sur quelques cas de collectivités ;
- ▶ Analyse croisée des matériaux, rédaction d'éléments d'analyse et élaboration des recommandations ;
- ▶ Diffusion des travaux et des livrables (fiches expériences, webinaires...).



PRINCIPAUX RÉSULTATS ET POINTS SAILLANTS

Une diversité d'avaries vécues par les collectivités territoriales

L'étude souligne en premier lieu le fait que les systèmes alimentaires, qui oscillent entre des composantes mondialisées et territorialisées, sont **confrontés à une double crise** de nature et d'intensité multiples : **une crise endogène** liée aux fonctionnements mêmes de ces systèmes, qui provoque des externalités négatives (sociale, économique, environnementale, culturelle...) ; et **des crises exogènes**, reflets de chocs extérieurs sur les plans sanitaires (crise covid), politico-militaires (conflit en Ukraine, terrorisme dans les pays sahéliers), économiques (crise des *subprimes* de 2007, crise alimentaire de 2008) ou encore environnementaux (changement climatique, biodiversité). Dans le contexte spécifique de la crise covid, les collectivités territoriales ont dû à la fois « réparer » les maillons fragilisés de systèmes alimentaires, très largement mondialisés, et maintenir autant que possible leurs fonctionnements économiques, marchands. Mais elles ont aussi encouragé la montée en gamme des segments territorialisés de ces systèmes, tout en prenant en charge des consommateurs nouvellement précarisés par des voies administrées ou subventionnées. La crise covid a ainsi déplacé les frontières internes des systèmes alimentaires, et **donné plus d'espace aux composantes « territorialisée » et « administrée »**.

Néanmoins, dans ce cadre d'action inédit, **les collectivités territoriales se sont heurtées à une multitude de difficultés**. Elles ont ainsi fait face à une réticence des acteurs des filières longues et courtes sur le partage de leurs expériences respectives, tout comme elles ont déploré la plus faible présence des instances étatiques dans l'aide alimentaire et la lutte contre la précarité. De nouveaux acteurs ont également fait irruption pendant cette crise (initiatives citoyennes spontanées, start-up de récupération d'invendus alimentaires) et ont peu articulé leurs actions avec les dynamiques publiques

déjà en place. Les collectivités ont subi de réelles difficultés financières, du fait du déblocage de fonds très importants, tout comme elles ont été confrontées à une faible capacité d'approvisionnement en produits locaux et/ou bio (en volume, en diversité, frein par rapport au prix). Enfin, il ressort que les impacts des actions publiques demeurent assez limités dans le temps, car elles se sont construites pour la plupart en réaction d'urgence face à la crise.

Dans le détail, côté production, les collectivités ont été confrontées à des **problèmes de surproduction** alimentaire liés à la perte des débouchés. Elles ont également constaté le manque de résilience des systèmes alimentaires locaux, renforcé dans le champ agricole, par manque de travailleurs et de main d'œuvre. Côté distribution, la fermeture des marchés de plein vent et des espaces de restauration hors domicile (collective et privée) a entraîné **une forte baisse des débouchés pour les producteurs et les commerçants**. Enfin, côté consommation, elles ont vu **augmenter fortement l'afflux des demandes d'aide alimentaire**, et ont dû **gérer la fermeture de la restauration collective**.

Une diversité de réponses apportées à la crise

L'importance des dynamiques de collaboration et de travail entre différentes structures et institutions, antérieures à la crise, ont facilité le déploiement des actions. À ce titre, de plus fortes interactions entre les membres d'un PAT (projet alimentaire territorial) ou d'intercommunalités ont été constatées.

Un focus a également été porté sur **la disponibilité des ressources et des compétences** qui se sont **progressivement étoffées** au sein des collectivités, en décloisonnant certaines thématiques telles que l'agriculture, l'alimentation et le social. Les ressources dédiées à l'information sur l'évolution de la situation sanitaire, ainsi que les compétences sur les enjeux agricoles et techniques, ont été jugées plutôt suffisantes par les collectivités territoriales. En revanche, celles destinées à l'amélioration des infrastructures ou à la diffusion d'informations sur les perturbations entraînées par la crise se sont révélées plus insuffisantes.

Cela n'a pas empêché de nombreux apports des collectivités sur plusieurs

sujets principaux. **Le plaidoyer et le dialogue** instaurés avec les autorités nationales en charge des règles pendant la crise pour soutenir la vente et la consommation de produits locaux (cf. le cas des marchés de plein vent) ont été particulièrement soulignés. Les collectivités ont également endossé **un rôle important de coordination, tant avec les réseaux d'acteurs publics et privés, que dans l'élaboration d'outils numériques et cartographiques** de mise en relation (notamment producteurs – mangeurs). Elles ont **porté attention aux producteurs locaux** (via l'appui à la recherche de débouchés pour les produits frais), ainsi **qu'aux publics vulnérables**, isolés et/ou en situation de précarité alimentaire.

En écho aux difficultés ressenties côté **production**, plusieurs pistes d'actions ont été proposées : redirection des surplus vers l'aide alimentaire, renforcement des stratégies alimentaires locales (via les PAT notamment), ouverture d'espaces-tests agricoles et/ou de régies foncières, mise en lien entre agriculteurs et demandeurs d'emplois... Dans le domaine de la **distribution**, les collectivités ont par exemple financé des associations de leur territoire pour l'achat de produits locaux, créé des plateformes ou des catalogues numériques pour favoriser la mise en lien avec les particuliers, ou bien encore soutenu l'organisation de points de vente en *drive*, ainsi que le ravitaillement en denrées de communes enclavées. Côté **consommation** enfin, elles ont apporté des réponses en termes de soutien logistique (camions, chauffeurs, espaces de stockage...) aux associations de l'aide alimentaire, de distribution de bons alimentaires et de paniers locaux à tarif réduit, ou encore d'aides (financières, en produits frais) pour les parents d'élèves de leur restauration collective.

Focus thématiques

L'étude présente cinq éclairages thématiques propres à chaque partenaire.

► Le **RTES** souligne la complémentarité des actions de trois collectivités (agglomération du Grand Poitiers, département de Loire Atlantique, région Occitanie) autour de la mise en relation producteurs-consommateurs, la réorganisation de l'aide alimentaire, la facilitation de la coopération

économique. Il pointe aussi les volontés de collaborations fécondes avec les acteurs de l'ESS.

► **Le Labo de l'ESS** propose une analyse approfondie de l'action de Lyon Métropole, et de ses 59 communes, en montrant la grande diversité des actions menées de façon collaborative : soutien ciblé aux personnes âgées et aux étudiants, développement de l'agriculture urbaine, cartographie des déserts alimentaires et des points de vente en produits locaux...

► **Let's Food** s'est centré sur les actions des territoires d'Outre-mer, en vertu de leurs caractéristiques agri-alimentaires singulières : accompagnement des familles martiniquaises vers des pratiques alimentaires saines et durables ; soutien aux petits agriculteurs réunionnais pour augmenter et diversifier la gamme de fruits et légumes ; association de lutte contre les déchets et la précarité alimentaire à Mayotte, etc.

► **Terres en villes** insiste sur deux points essentiels : l'utilité d'une étroite relation entre collectivités et organisations professionnelles (chambres d'agriculture), et l'importance d'inscrire la lutte contre la vulnérabilité du système alimentaire dans les documents stratégiques et réglementaires d'aménagement (dont les PAT).

► **La Fédération des PNR** insiste particulièrement sur les actions transversales mises en œuvre par les territoires ruraux et les parcs (relais de communication des producteurs, investissement dans des outils de transformation...) sur l'ensemble des systèmes agri-alimentaires.

Quelques éléments de conclusion et de propositions

Les partenaires de l'étude constatent qu'*in fine*, la crise sanitaire a été relativement peu « impactante » pour le système alimentaire qui, s'adaptant en fonction des nombreuses avaries subies, s'est maintenu en état de marche. En revanche la post-crise n'a pas tenu les promesses d'un « monde d'après ».

Pour engager les sociétés dans une réelle transformation de systèmes agri-alimentaires très largement mondialisés, les futures politiques publiques doivent envisager un double enjeu.

Premièrement, lutter pour une moindre vulnérabilité, donc une plus forte résilience, revient à se préparer aux chocs à venir, **en renforçant la flexibilité du système alimentaire**, et

de ces différents maillons, à plusieurs niveaux d'échelles géographiques.

Secondairement, **favoriser des transitions** pour répondre aux défaillances internes du système alimentaire contemporain. Le repérage et l'analyse des mesures de politiques publiques et des initiatives citoyennes confirment qu'il existe suffisamment d'actions de référence dans les périodes de crise pour bâtir des « pédagogies des solutions et de l'échange » entre pairs.

Ces éléments esquissent une nouvelle orientation pour l'action publique de l'après-crise. Une attention nouvelle devra être portée sur le rôle des collectivités territoriales dans

l'accompagnement, la structuration et la mise en mouvement des initiatives citoyennes, et sur leur rôle complémentaire. Pour ce faire, la mise en place d'une gouvernance formelle des réseaux d'acteurs, portant y compris sur l'affectation des moyens dédiés, sera nécessaire (via les PAT, mais pas seulement). C'est bien dans **ces interactions vivantes entre actions des collectivités territoriales et initiatives citoyennes notamment que se construira une démocratie alimentaire**.



Pour aller plus loin...

CONTACTS

- **RESOLIS** : Brigitte Picandet, Responsable de programme dr.picandet@psycho-nutrition.fr
- **Le Labo de l'ESS** : Florian Laboulais, Responsable Projets & Développement florian@lelabo-ess.org
- **RTES** : Chloé Sécher, Déléguée générale adjointe csecher@rtes.fr
- **Let's Food** : Anna Faucher, Directrice et cofondatrice anna.faucher@letsfoodcities.org / Louison Lançon, Cheffe de projets et co-fondatrice louison.lancon@letsfoodcities.org
- **Terres en Villes** : Marc Nielsen, Directeur marc.nielsen@terresenvilles.org
- **Fédération nationale des PNR** : France Drugmant, Responsable agriculture et alimentation fdrugmant@parcs-naturels-regionaux.fr

La résilience alimentaire dans les territoires : quels enseignements de la crise Covid-19 au regard de ces 5 analyses ?



L'analyse croisée des 5 projets de capitalisation soutenus par la Fondation Daniel et Nina Carasso permet de mieux comprendre les types de mobilisations citoyennes et publiques qui se sont développées pendant la crise Covid-19. Certains facteurs ont été favorables à leur émergence, d'autres ont plutôt constitué des freins. Parallèlement, des perceptions différenciées de cette crise ont été identifiées. Ces enseignements permettent de faire ressortir quelques recommandations pour renforcer la résilience alimentaire à l'échelle des territoires.

Préambule : quelques points d'attention

En premier lieu, il est important de souligner la difficulté de repérer et d'analyser des actions citoyennes et des politiques publiques « à chaud », au cœur de la crise sanitaire en 2020, ou quelques mois après, « à froid » mais avec des effets de la crise encore présents. Il convient donc de distinguer deux temporalités principales : le printemps 2020 (le cœur de la crise, durant le premier confinement), et la période de l'automne 2020 à l'automne 2021 (la gestion de l'après-crise avec deux autres confinements et diverses périodes de couvre-feu).

En second lieu, les collectifs impliqués dans ces capitalisations ont bien conscience du caractère non exhaustif de leurs recherches qui ne concernent fort probablement qu'une partie émergée et visible des multiples initiatives citoyennes entreprises au cours de cette crise. Toutefois, ils soulignent le repérage de signaux faibles et de tendances fortes qu'il convient de prendre en considération.

Enfin, une large majorité des analyses concerne des actions de lutte contre des risques de dysfonctionnements de la chaîne alimentaire, de ruptures d'approvisionnement et d'indisponibilité alimentaire. Centrées principalement sur la compréhension socio-économique des flux de denrées – et de leur logistique perturbée au sens large –, elles ont sans doute omis des éclairages plus prononcés sur d'autres aspects de l'alimentation (effets psychologiques, environnementaux, culturels...).

Les types de mobilisations citoyennes et publiques pour répondre à la crise

Les initiatives citoyennes et politiques publiques développées au cours de la crise du Covid-19 ont eu en commun de cibler en priorité leur soutien **aux agriculteurs locaux**, via la consolidation et/ou la création de nouveaux débouchés, ainsi **qu'aux consommateurs « vulnérables »**, en situation d'isolement et/ou de précarité (familles monoparentales, seniors, étudiants,

migrants...), via des solutions solidaires d'approvisionnement alimentaire.

■ Une forte mobilisation de l'ensemble des acteurs publics

Face à l'augmentation de l'afflux des demandes d'aide sur leurs territoires, les institutions publiques et les collectivités ont mené **une grande diversité d'actions d'urgence, de façon transversale et collaborative**, telles que le développement de l'agriculture urbaine, l'ouverture d'espaces-tests agricoles ou de régies foncières, des cartographies des déserts alimentaires et des points de vente de produits locaux, la création de plateformes ou catalogues numériques, l'investissement dans des outils de transformation, la distribution de bons alimentaires et de paniers locaux à tarif réduit, etc.

En plus de leur appui matériel et financier aux actions citoyennes, elles ont fait appel à leurs **champs de compétences respectifs**. Les intercommunalités (métropoles, agglomérations, communautés de communes) ont immédiatement mobilisé leurs différents services (CCAS, centres socio-culturels) et dispositifs d'action (contrats de ville, projet alimentaire territorial, par exemple) pour épauler les agriculteurs et les personnes en situation de précarité. À un niveau d'échelle plus méso, les conseils départementaux et régionaux ont œuvré, dans le champ de l'action sociale envers les publics vulnérables pour les premiers, ou dans le soutien aux filières et entreprises agricoles et alimentaires pour les seconds.

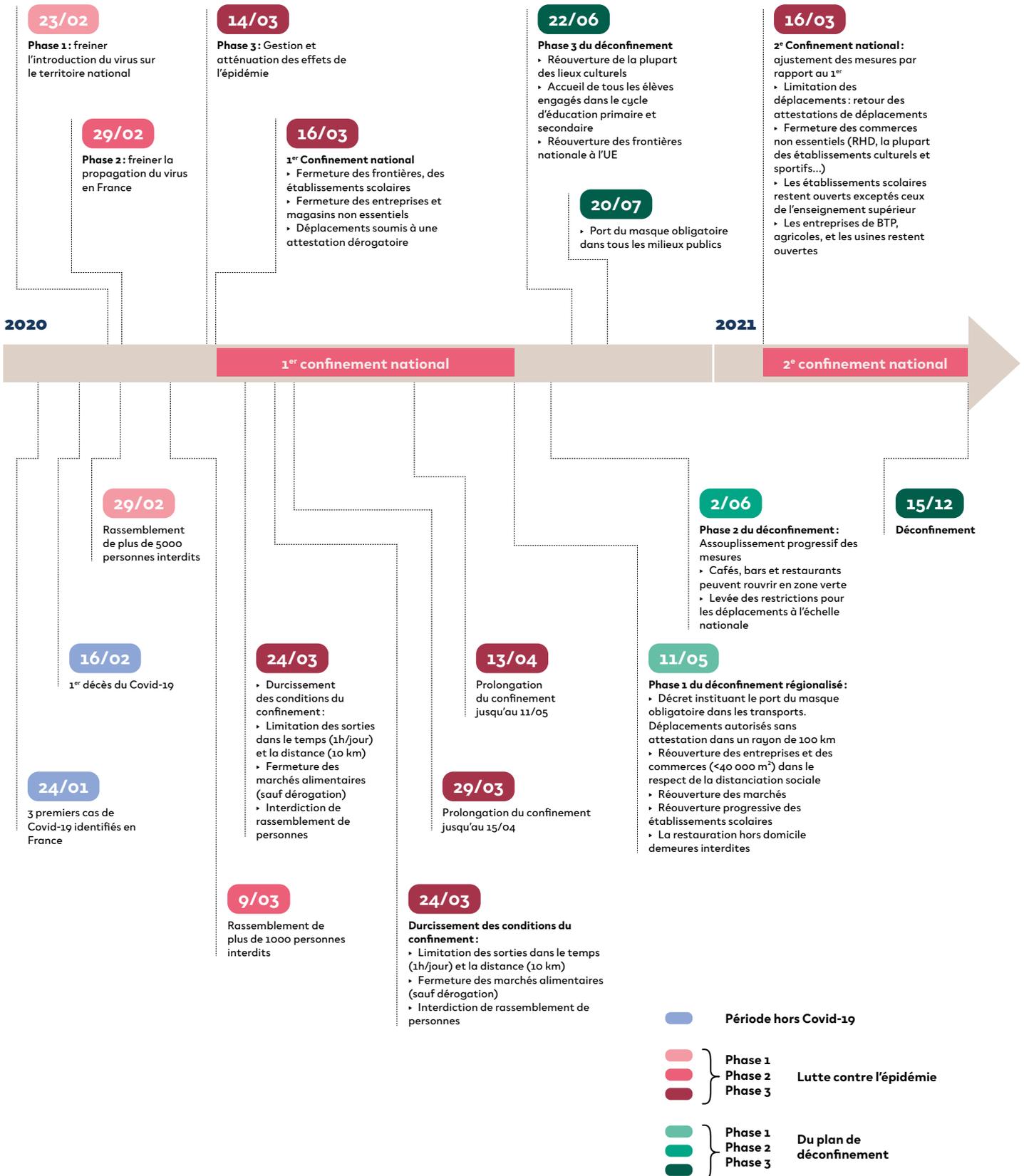
L'ensemble de ces collectivités a enfin entrepris un rôle de plaidoyer en interrelation avec les services de l'État (préfectures, ministères...), dont les

« Toute crise est, au-delà de la situation d'urgence qu'elle génère, un moment de destructions et de constructions d'apprentissages [...] Il apparaît donc intéressant de regarder dans l'idée de « résilience » alimentaire ce que cela fragilise, et ce que cela construit... »

Nicolas Bricas, Socio-économiste au CIRAD et titulaire de la Chaire UNESCO Alimentations du monde, lors du séminaire interprojets de la Fondation Daniel et Nina Carasso, 14 octobre 2022.

Les temporalités de la crise Covid-19

Source: I. Meddahi – FR CIVAM Occitanie 2022; projet SAT-RO Covid



cas les plus significatifs concernent par exemple la demande de maintenir ouverts les marchés de plein vent ou les restaurants scolaires collectifs.

■ Des mobilisations citoyennes multiples, en appui aux producteurs locaux

Une multitude d'acteurs de la société civile (collectifs plus ou moins institués de citoyens, associations de quartier et de voisinage...), mais aussi les organismes professionnels agricoles, se sont engagés dans un **soutien opérationnel aux producteurs**. La reconfiguration de leurs débouchés s'est notamment matérialisée par une diversification du mix commercial et/ou par la création de nouveaux dispositifs. À cela s'ajoutent des efforts consentis en matière d'optimisation logistique par la mobilisation d'outils de transformation et/ou de stockage existants sur le territoire, ou par le développement des mutualisations en termes de transport.

Tant dans le domaine des circuits courts que dans le secteur de l'aide alimentaire, une majorité des actions citoyennes s'est **adossée à des dispositifs de commercialisation déjà existants**, connus ou en « dormance » avant la crise : adaptation ou d'élargissement de groupements d'achats et de paniers de biens, montage de points de vente physique, construction de plateformes numériques, distributions de repas et colis...

Enfin, **de nouvelles organisations et de nouveaux opérateurs** semblent avoir fait irruption pendant cette crise. Ils sont soit issus du champ alimentaire (professionnels de l'Hôtellerie-Restaurants-Cafés, artisans transformateurs, start-up de récupération d'invendus...), ou y demeurent plus « extérieurs » (acteurs du milieu culturel et de l'entrepreneuriat social, inscrits dans des démarches d'ESS, initiatives citoyennes spontanées, etc.). Plusieurs projets de capitalisation soulignent que ces initiatives ne sont pas forcément articulées avec les dynamiques alimentaires déjà en place menées par des acteurs de l'aide alimentaire ou des collectivités.



Les facteurs favorables d'émergence et de développement des actions de résilience alimentaire

Si le degré de flexibilité et la capacité de réactivité des actions de résilience alimentaire demeurent des plus importants face à la crise, deux facteurs favorables ressortent globalement : la capacité d'articulation et de coordination des acteurs d'une part, et la mobilisation d'une diversité de ressources d'autre part.

■ L'importance d'articuler et de coordonner des acteurs diversifiés

Ces capitalisations pointent communément **l'importance des dynamiques de collaboration et de travail antérieures** entre les différentes parties prenantes des initiatives citoyennes et des politiques publiques. En effet, si la coordination entre acteurs diversifiés ne s'est pas avérée évidente à réaliser dans le *momentum* de la crise, une fine connaissance du territoire et des acteurs en présence a souvent permis une meilleure anticipation ainsi qu'une meilleure planification de ses effets. À ce titre, les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), en tant qu'instruments de culture collective et arène commune de discussion autour de l'alimentation ont semble-t-il facilité l'émergence et le développement coordonné des initiatives publiques et citoyennes.

Sur le plan de la communication et l'information, **l'articulation entre différents niveaux de collectivités**, notamment entre intercommunalités et départements, avec les autorités nationales chargées des règles (sanitaires, logistiques...) pendant la crise, s'est avérée essentielle pour soutenir la vente et la consommation de produits locaux. De nombreuses initiatives se félicitent de leur bonne coordination des réseaux d'acteurs – civiques comme privés – et de leur capacité à fournir des informations pendant la période de crise (protocoles sanitaires, cadres d'appui, etc.).

■ La mobilisation prépondérante de ressources relationnelles et numériques existantes

La majorité des initiatives construites pour (ré-)organiser les circuits d'approvisionnement et de distribution alimentaire est née ou s'est déployée dans le prolongement de relations et/ou d'actions anciennes, construites localement entre certains acteurs. En dépit de contextes variables d'un territoire ou d'une initiative à l'autre, **la pré-existence de liens de sociabilité entre acteurs** (mangeurs, producteurs, élus, gérants de structures, etc.), **et l'activation (rapide) de ces chaînes de relations** ressortent comme une ressource des plus fédératrices pour l'émergence et/ou le développement d'actions de résilience alimentaire. De plus, au-delà de la capacité de mobilisation d'une diversité d'acteurs par l'intermédiaire de personnes-ressources, par contact et mobilisation

de réseaux (professionnels, familiaux, amicaux, religieux, militants...), bon nombre d'initiatives se sont appuyées sur des dynamiques collectives plus ou moins formelles, ancrés majoritairement dans des lieux de proximité (immeubles, rues, quartiers...).

Les nouvelles technologies de l'information ont également été fortement mobilisées. La conception et la mise en œuvre d'outils numériques, notamment cartographiques, ont été très utiles pour la gestion et la coordination des dispositifs d'actions entre producteurs et mangeurs : mise en relation et relai de communication (via des groupes WhatsApp, Facebook et autres réseaux sociaux), création de dispositifs de vente (plateformes de commande Internet, boutiques en ligne, *drives* fermiers, services de livraison...). Si certains porteurs d'initiatives ont parfois balbutié par manque de connaissances et de pratiques sur les outils existants, d'autres se sont tournés vers des opérateurs informatiques et des start-up actives dans le domaine.

Les facteurs limitant l'émergence et le développement des actions de résilience alimentaire

Plusieurs études constatent que le **changement des habitudes et des pratiques agricoles et alimentaires est difficile à opérer**, qui plus est dans un contexte d'urgence et de crise. Si plusieurs facteurs communs participent de cette relative inertie, tels que le manque de connaissances et de formations (sur les repères nutritionnels, les compétences culinaires...), l'absence d'outils ou d'équipements (de transport, de conservation, de cuisine...), d'autres restent plutôt liés à certaines catégories d'acteurs.

■ Du côté du monde agricole et des fournisseurs

La fermeture des marchés de plein vent et des espaces de restauration hors domicile (collective et privée) a entraîné une forte baisse des débouchés pour les producteurs, comme pour les commerçants. Tous relatent avoir été confrontés à une certaine

cacophonie communicationnelle et informationnelle, relative aux perturbations entraînées par la crise. Ils regrettent notamment un manque de centralisation, de fiabilité, et/ou de facilité d'accès à l'information dans la mise en œuvre des réglementations sanitaires de la part des collectivités publiques. Les producteurs déplorent aussi **l'inadaptation de certaines mesures** d'accompagnement et de soutien publics pour faire face aux problématiques d'insuffisance de main d'œuvre agricole ou de gestion de la production auxquelles ils ont été confrontés.

■ Du côté des collectivités territoriales

Les collectivités ont constaté des manques en matière de résilience des systèmes alimentaires sur leurs territoires. **Le dialogue et le partage d'expérience** entre acteurs économiques des filières longues et des circuits courts se sont avérés **complexes** à gérer. Aussi, plusieurs initiatives citoyennes n'ont par ailleurs pas identifié les institutions comme des partenaires potentiels, et ont même parfois entretenu une certaine méfiance à leur égard, en raison d'un sentiment de lenteur et d'inertie. Les

dysfonctionnements mentionnés posent la question d'une **meilleure articulation entre les différents échelons administratifs**, du communal au national.

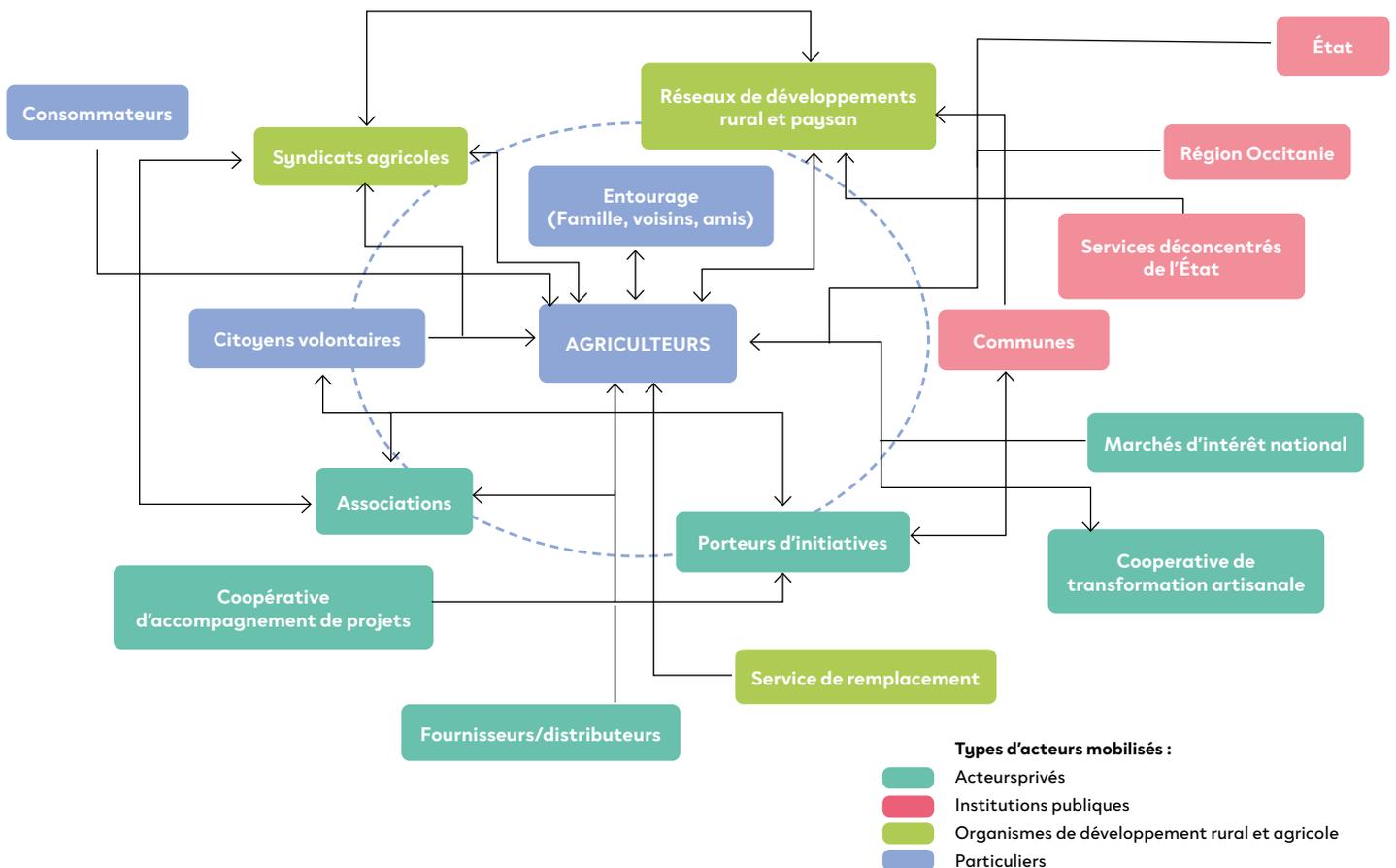
■ Du côté des initiatives citoyennes

Un sentiment de « bricolage » s'est opéré dans la construction et la gestion de dispositifs de commercialisation. Mais la principale difficulté exprimée concerne les **rapports concurrentiels dans les logiques d'approvisionnement et les formes d'entraide** : entre initiatives elles-mêmes, mais également avec des acteurs plus institutionnels, comme les grandes antennes d'aide alimentaire ou certains dispositifs de politiques publiques. Aussi, malgré leur potentiel transformateur, de multiples initiatives citoyennes, informelles ou instituées, ont été confrontées aux **mêmes limites organisationnelles et matérielles** que des structures plus formelles : implication relative des personnes en difficulté, reproduction des rapports sociaux, inégalités d'accès aux ressources financières... Elles n'ont pu que partiellement dépasser les limites du modèle distributif/caritatif de l'aide alimentaire, et du rapport donneur/receveur.



Une multitude de réseaux d'acteurs mobilisés pendant la crise

Source : I. Meddahi – FR CIVAM Occitanie 2022 ; projet SAT-RO Covid



Les principales avancées et connaissances des actions citoyennes et publiques en matière de résilience alimentaire

Une première série de résultats porte sur la perception plus ou moins différenciée des impacts des actions en matière de qualité, de vulnérabilité et de résilience alimentaire. Une seconde porte sur l'objectivation des conditions d'arrêt ou de poursuite des initiatives citoyennes et des politiques publiques.

■ Une perception commune de la qualité de l'alimentation

Les productrices et producteurs, collectifs citoyens et collectivités ont en commun d'avoir porté leur intérêt sur **la qualité de l'alimentation, envisagée dans une perspective multidimensionnelle**. Cette qualité reste très fréquemment associée à l'aliment. Elle touche donc les aspects d'équilibre

nutritionnel, de santé ou bien encore des modes de production y afférant tels que l'origine « locale » du produit, son caractère « naturel » et/ou « biologique », la notoriété de la marque de distribution, etc.

Pour de nombreux producteurs et consommateurs, cette dimension s'est aussi inscrite et élargie, aux modalités d'approvisionnement et de relations entre acteurs (via des contacts plus directs avec le monde agricole notamment), ou bien encore celles de fabrication et de prise de repas (le goût, le fait maison, la commensalité...).

Enfin, pour certains, cette qualité de l'alimentation révèle une dimension importante en termes de *care* : il s'agit là d'un marqueur de plus grande dignité et de reconnaissance.

■ Une perception différenciée des impacts entre producteurs et mangeurs

Du côté des agriculteurs et des agricultrices, les impacts sociaux

et économiques apparaissent plus nuancés. Certes, les politiques publiques de soutien à leurs activités productives et commerciales, ainsi que les dispositifs citoyens de distribution mis en œuvre, ont souvent contribué à **maintenir leurs revenus et leurs débouchés**. Tout comme ils ont permis de faire face à une demande exponentielle des mangeurs, désireux par ailleurs de (re)construire de plus forts liens de sociabilité avec eux. Mais ceci s'est effectué au prix d'une **très forte charge du travail et d'une organisation complexifiée**, tant sur les fermes (variété des produits, manque de main d'œuvre et de matières premières...), que dans le segment logistique (gestion des commandes, conservation des denrées, conditionnement et livraison...). En plus d'un réel état d'épuisement physique et mental, des agriculteurs et agricultrices ont fortement investi pour répondre à l'engouement temporaire des consommateurs sur les circuits courts et l'alimentation locale, se sont retrouvés en délicatesse économique sur leur exploitation.

En revanche, la plupart des mangeurs – en particulier ceux engagés dans des dispositifs de soutien aux producteurs – conservent une perception positive des initiatives. Ils mettent en exergue leur impact social, en termes **de proximité relationnelle et de (re) construction de liens et de lieux de sociabilité**, bien plus qu’une recherche de performance économique et/ou logistique des dispositifs d’actions. En effet, pour les bénévoles investis, comme pour les consommateurs ou le tissu associatif local, les distributions ont représenté des espaces notables de convivialité et de sociabilité, contribuant à atténuer leur sentiment d’isolement. Malheureusement, ces dispositifs ont eu plus de difficultés à toucher les publics en situation de forte précarité alimentaire, plutôt suivis par les grandes associations et les services publics.

■ Une perception différenciée de l’appui des acteurs de la solidarité

En matière de solidarité alimentaire, les 5 études présentent des points de vue opposés sur le rôle des collectivités et des grandes antennes caritatives de l’aide alimentaire.

Les ressources et les compétences des collectivités territoriales semblent s’être globalement étoffées, notamment par le croisement de leurs réflexions et de leurs pratiques dans les champs agricole, social ou urbanistique. Leur rôle d’intermédiation et d’interconnaissance entre différents acteurs des systèmes alimentaires en sort renforcé. Les coopérations sectorielles et territoriales qui se sont également développées entre les différents échelons administratifs nourrissent des signes encourageants en matière de **complémentarité des politiques publiques**.

Le constat est plus nuancé pour les grandes antennes de l’aide alimentaire. Bien qu’indispensables pendant la crise, elles ne sont plus perçues comme **les seuls acteurs légitimes pour intervenir et régler les causes profondes de la précarité alimentaire**. Plusieurs études formulent une critique de leurs logiques d’approvisionnement palliatives aux systèmes productivistes alimentaires, de surcroît encore assez peu territorialisés.

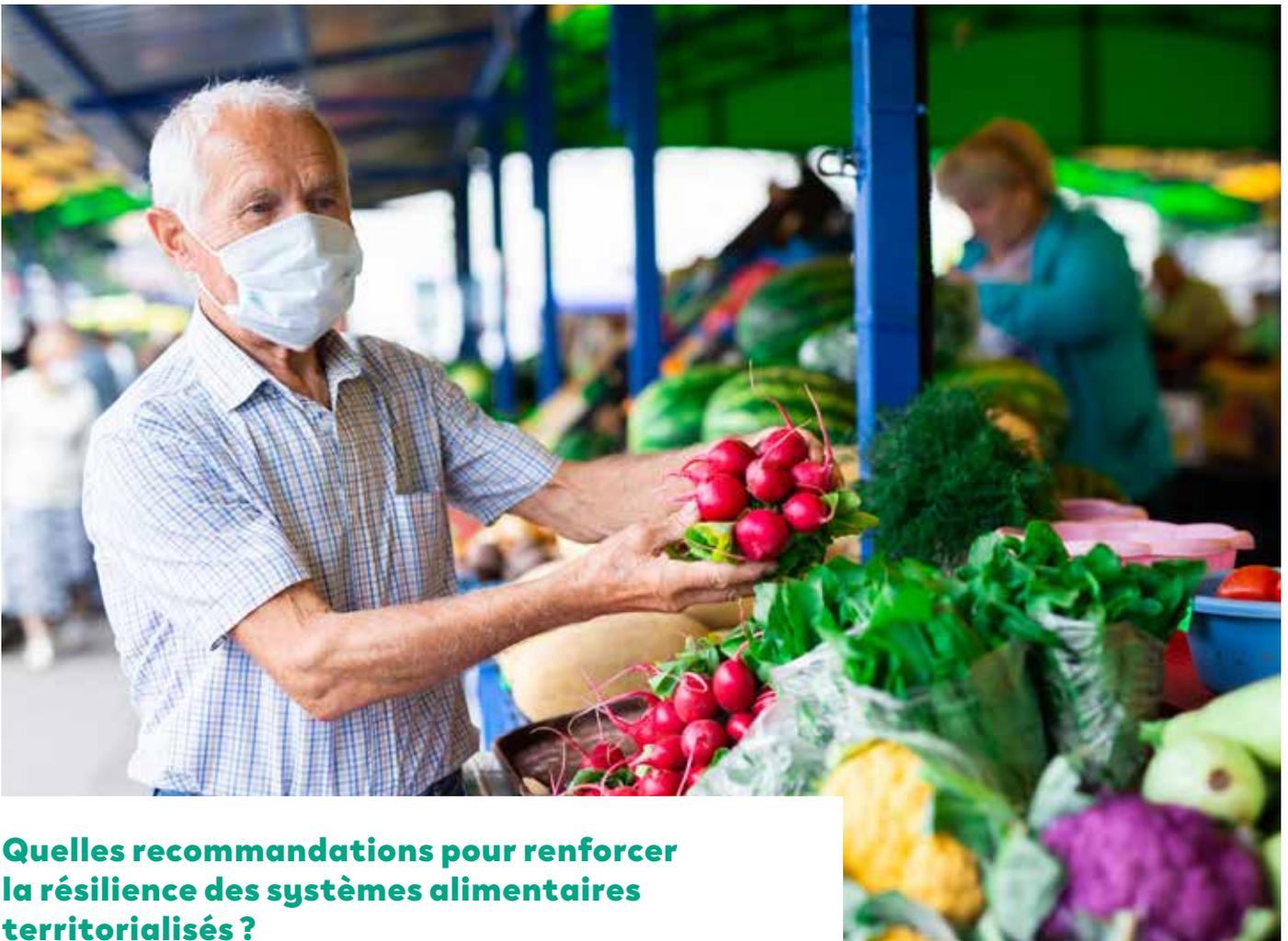


■ Des facteurs de pérennité des actions de résilience alimentaires objectivés

Globalement, les actions qui n’ont pas perduré au cours ou à la fin de la crise sanitaire l’ont été majoritairement par **essoufflement et perte de sens**. Élaborées en réaction à un contexte d’urgence, afin de fournir une réponse circonstancielle aux manques de débouchés commerciaux des denrées agricoles principalement, un certain nombre d’actions n’avait pas vocation à perdurer. D’autres initiatives ont poursuivi leur mission sous une autre forme au à partir de l’été 2020 (envergure réduite, hybridation des distributions, essaimage spatial...). Toutefois, nombre d’entre elles ont fini par disparaître au cours de l’année 2021, souvent par épuisement ou désintérêt de la part de leurs instigateurs (producteurs, fournisseurs, bénévoles) ; d’autres se sont transformées et ont évolué, notamment par normalisation et institutionnalisation publique de leurs actions.

Les initiatives citoyennes qui ont perduré, répondent à **des besoins**

structurels alimentaires du territoire qui existaient avant la crise : revalorisation du métier agricole, relocalisation de l’emploi, lutte pour la dignité des personnes, réactivation de liens de convivialité, amélioration de l’accessibilité physique... Ces initiatives continuent de donner du sens aux parties prenantes investies en particulier sur les problématiques de lutte contre la précarité alimentaire (portage de denrées ou de repas à domicile, groupement d’achat collectif, point de vente physique, etc.). Elles restent bâties sur des modèles alternatifs de distribution éprouvés et préexistants à la crise (paniers de biens, commandes sur catalogue en ligne...), ainsi que sur des vecteurs d’engagements renouvelés (plus affranchis, horizontaux, mobiles, etc.). Globalement, elles continuent de **susciter des dynamiques d’alliances et d’actions collectives**, inscrites dans des réseaux de proximité et des écosystèmes de coopération entre acteurs, diversifiant et renouvelant ainsi les lieux et les modalités d’exercice des solidarités alimentaires sur leurs territoires.



Quelles recommandations pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires territorialisés ?

■ Renforcer la souplesse et la flexibilité des systèmes alimentaires sur les territoires

L'ensemble des actions repérées font et appellent à faire preuve d'une **grande adaptabilité**. Essentielle en temps de crise, elle repose sur le **caractère diversifié et multiple** des initiatives et des politiques mises en œuvre, ainsi que sur leur **degré d'accessibilité** de par les dispositifs élaborés, les publics ciblés, les lieux d'implantation, ... Il convient donc de mieux les reconnaître, les maintenir et les soutenir, au-delà des considérations « classiques » de performance (rentabilité économique, optimisation énergétique...). Ce vivier d'initiatives associatives et citoyennes ne représente en effet pas une menace pour l'efficacité de la gestion agricole et alimentaire des crises, mais demeure au contraire une source d'efficacité et des leviers de résilience pour et dans les territoires.

Or, ces initiatives repérées au cours de la crise covid présentent des **modèles économiques fragiles** dépendant fortement de subventions publiques et de dons (denrées

agricoles et alimentaires, temps de bénévolat). De surcroît, la plupart d'entre elles fonctionne sur la base de prix coûtants pour les mangeurs les plus vulnérables, ou sur de très faibles marges pour les personnes aux ressources intermédiaires. Aussi, leur maintien et leur soutien passent par une **certaine réallocation fléchée de financements locaux**, décentralisés, territoriaux, articulant fonds publics et fonds privés.

■ Conforter les arènes de discussions et d'expérimentation sur l'alimentation

Le repérage et l'analyse des mesures de politiques publiques et des initiatives citoyennes confirment l'existence d'un large panel d'actions de référence au cours des différentes périodes de la crise. C'est bien dans leur **interaction collective**, dans leurs logiques de coopération territoriale qu'elles ont permis, chacune dans ses dynamiques et ses actions, ses connaissances et ses compétences, de s'engager plus efficacement pour la résilience alimentaire territoriale. L'ensemble des études

partage le constat de l'importance de **conforter les arènes de discussions et de débats** sur l'alimentation qu'ont permis – certes temporairement – ces initiatives. **Le renforcement d'espaces d'action et de mises en pratiques** (productives, culinaires...) d'expérimentations sociales est lui aussi souhaité, épaulé par des recherches (académiques et praticiennes) complémentaires et élargies : décentrage des mondes urbains et/ou du domaine alimentaire, ancrage dans d'autres contextes européens ou internationaux, etc.

Dans ce cadre, le rôle des collectivités territoriales reste primordial, tant en termes d'accompagnement, que de structuration souple et de mise en mouvement des initiatives citoyennes. La mise en place **d'une gouvernance formelle des réseaux d'acteurs** avec l'affectation de moyens dédiés (humains, financiers, matériels...), s'avère donc des plus nécessaires, en vue de construire ces politiques publiques alimentaires (re) territorialisées .

■ Maintenir l'alliance entre collectivités territoriales et initiatives citoyennes, gage de résilience et de démocratie alimentaire

Au sortir de cette analyse, nous pouvons constater que les initiatives citoyennes et les actions des collectivités ont contribué à un processus de résilience alimentaire territoriale, notamment dans les modalités d'ancrage local, de proximité et d'approche participative qu'elles ont permises (interconnaissance, légitimité d'action, liens aux producteurs, organisation collective...).

De manière générale, les 5 études permettent de mieux caractériser **les trajectoires et les dynamiques d'accumulation en matière de vulnérabilités** (sociales, culturelles, économiques...). Vulnérabilités auxquelles restent encore fortement confrontés les publics soutenus par ces actions : sentiment d'isolement, d'immobilité, de marginalité...). En participant à reconstruire des espaces de convivialité/sociabilité, des moments d'échanges et de partage, mais aussi des temps d'expérimentations autour de la question alimentaire, les initiatives et politiques proposées, ont permis une **meilleure reconnaissance et une plus large mise en visibilité de ces publics**.

C'est donc bien dans les processus d'interactions et d'articulations des actions entre collectivités territoriales et initiatives citoyennes que se construisent les ferments de politiques publiques d'une alimentation territorialisée, gage de démocratie alimentaire. En effet, l'alimentation, dans sa dimension politique, constitue **un vecteur de mobilisations et de formes d'engagement** s'appuyant sur de multiples raisons : solidarité, convivialité, échanges de savoirs, santé, écologie, défense du monde agricole... Les actions des citoyens et des collectivités territoriales apparaissent donc comme porteuses de valeurs solidaires et de manières de faire en commun, susceptibles d'inspirer les politiques publiques dans une logique « d'accès au droit » à une alimentation durable.

Si ces actions s'inscrivent pour le moment dans **une optique plus palliative et adaptative que transformative** des systèmes alimentaires territoriaux, les chemins de la résilience demeurent néanmoins ouverts, et oscillent, en termes de transitions agricoles et alimentaires, vers des stratégies d'adaptation conjoncturelles, ou des mutations plus structurelles.

Quelques ressources

Bibliographie

- ✿ Archambaud L., Gondard-Delcroix C., 2018. « Organisations locales et résiliences collectives. Trois terrains africains en situation de crise prolongée ». *Revue internationale des études du développement*, vol. 235, n°3, p. 61-90. <https://doi.org/10.3917/ried.235.0061>
- ✿ Alliot C., 2021. « Filières agricoles & alimentaires : enjeux et problématiques de la numérisation ». Paris, Fondation Daniel & Nina Carasso - BASIC, *Analyse transversale*, janvier, 122 p. <https://www.fondationcarasso.org/alimentation-durable/decrypterlanumerisation>
- ✿ Bardot F., Cheissoux C., 2020. « Alimentation durable & Économie sociale et solidaires (ESS) : des liaisons fertiles ». Paris, Fondation Daniel & Nina Carasso, Étude, novembre, 35 p. <https://www.fondationcarasso.org/alimentation-durable/etude-alimentationdurable-ess>
- ✿ Barnes M., Örfjan B., Guerrero A., McAllister R., Alexander S., Robins G., 2017. « The Social Structural Foundations of Adaptation and Transformation in Social-Ecological Systems ». *Ecology and Society*, vol. 22, n°4. <https://doi.org/10.5751/ES-09769-220416>
- ✿ Blay-Palmer A., Santini G., Halliday J., Malec R., Carey J., Keller L., Ni J., Taguchi M., van Veenhuizen R., 2021. « City Region Food Systems : Building Resilience to Covid-19 and Other Shocks ». *Sustainability*, vol. 13, n°3 : 1325. <https://doi.org/10.3390/su13031325>
- ✿ Chiffolleau Y., Darrot C., Maréchal G. (dir.), 2020. *Manger au temps du Coronavirus. Enquête sur nos systèmes alimentaires*. Paris, éditions Apogées, 168 p.
- ✿ Cyrulnik B., Seron C., 2015. *La résilience ou comment renâtrer de sa souffrance ? Penser le monde de l'enfant*. Paris, Éditions Fabert, 248 p.
- ✿ Folke C., Carpenter S.R., Walker B., Scheffer M., Chapin T., Rockström J., 2010. « Resilience Thinking : Integrating Resilience, Adaptability and Transformability ». *Ecology and Society*, vol. 15, n°4. <https://www.jstor.org/stable/26268226>
- ✿ Fouilleux E., Michel L. (dir.), 2020. *Quand l'alimentation se fait politique(s) ?* Rennes, Presses universitaires, 349 p.
- ✿ Guillemin P., 2022. « Panser les crises des bassins légumiers manchots : résilience agronomique ou tournant territorial ». *Riseo : risques études et observations*, n° spécial Crises et Espaces, p. 103-114. <https://hal.inrae.fr/hal-03662785>
- ✿ Gunderson L., Holling C., 2003. « Panarchy : Understanding Transformations In Human And Natural Systems ». *Bibliovault OAI Repository, the University of Chicago Press*, vol. 114, décembre. [https://doi.org/10.1016/S0006-3207\(03\)00041-7](https://doi.org/10.1016/S0006-3207(03)00041-7)
- ✿ Halkier H., James L., 2022. « Learning, Adaptation and Resilience: The Rise and Fall of Local Food Networks in Denmark ». *Journal of Rural Studies*, vol. 95, octobre, p. 294-301. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2022.09.005>
- ✿ Hecht A., Biehl E., Barnett D.J., Neff R.A., 2019. « Urban Food Supply Chain Resilience for Crises Threatening Food Security : A Qualitative Study ». *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, vol. 119, n°2, p. 211-24. <https://doi.org/10.1016/j.jand.2018.09.001>
- ✿ Les Greniers d'Abondance, 2022. *Qui veille au grain ? Du consensus scientifique à l'action publique. Sécurité alimentaire, une affaire d'État*. Paris, éditions Yves Michel, 96 p.
- ✿ Les Greniers d'Abondance, 2020. *Vers la résilience alimentaire. Faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires*. Paris, éditions Yves Michel, 184 p. <https://resiliencealimentaire.org/page-telechargement-guide>
- ✿ Lamine C., Magda D., Darnhofer I., 2021[1]. « Quelle pertinence de l'usage de la notion de résilience pour les systèmes agri-alimentaires ? ». Communication, projet H2020 ATTER (Agroecological Transitions for Territorial Food Systems), *webinaire interne*, 17 déc., 12 p. dactylographiées.
- ✿ Perrin A., Milestad R., Martin G., 2020. « Resilience Applied to Farming : Organic Farmers' Perspectives ». *Ecology and Society*, vol. 25, n°4. <https://doi.org/10.5751/ES-11897-250405>
- ✿ Seekell D., Carr J., Dell'Angelo J., D'Odorico P., Fader M., Gephart J., Kummu M., 2017. « Resilience in the Global Food System ». *Environmental Research Letters*, vol. 12, n°2 : 025010. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aa5730>
- ✿ Tendall D.M., Joerin J., Kopainsky B., Edwards P., Shreck A., Le Q.B., Krutli P., Grant M., Six J., 2015. « Food system resilience : Defining the concept ». *Global Food Security*, vol. 6, pp. 17-23. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2211912415300031>

Webiographie

- ✿ CRATER : Outil de diagnostic au service de la transition agro-alimentaire des territoires. <https://crater.resiliencealimentaire.org/>
- ✿ PARCEL : Outil Pour une alimentation résiliente, citoyenne et locale. <https://parcel-app.org/>
- ✿ Rencontres sur les Solidarités alimentaires de la Chaire UNESCO 'Alimentations du Monde'. <https://www.solidarites-alimentaires.org>
- ✿ Réseau mixte technologique (RMT) « Alimentation locale ». <https://www.rmt-alimentation-locale.org>

Ce Carnet vise à mettre en lumière les enseignements de cinq projets de capitalisation soutenus par La Fondation Daniel et Nina Carasso dans le cadre d'un appel à projets sur la résilience des systèmes alimentaires pendant la crise du Covid-19. Nous remercions chaleureusement l'ensemble des porteurs de projets et des partenaires qui ont pris le temps de contribuer à l'élaboration de ce Carnet.

La Fondation Daniel et Nina Carasso aspire à une société plus écologique, inclusive et épanouissante et œuvre à cette transformation en s'engageant dans deux grands domaines que sont l'Alimentation Durable, pour un accès universel à une alimentation saine, respectueuse des personnes et des écosystèmes; et l'Art Citoyen, pour le développement de l'esprit critique et le renforcement du lien social.

Elle accompagne des projets en France et en Espagne en mobilisant des moyens financiers, humains et en concevant des actions ciblées. Mue par l'objectif d'impact social, elle fonde son travail sur la recherche, les savoirs empiriques, l'expérimentation, l'évaluation et le partage des apprentissages.

Créée en 2010, la Fondation Daniel et Nina Carasso est une fondation familiale, sous l'égide de la Fondation de France. Elle est indépendante de toute société commerciale.



Fondation sous l'égide de la Fondation de France

40 Avenue Hoche - 75008 Paris
www.fondationcarasso.org

